



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 22 MARS 2016
GEMEENTERAAD VAN 22 MAART 2016

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Marc-Jean Ghysseles, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter</i> ;
Aanwezig	Jean-Claude Englebert, Ahmed Ouartassi, Marc Loewenstein, Françoise Père, Mariam El Hamidine, Saïd Tahri, Charles Spapens, Jutta Buyse, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Catherine van Zeeland, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Nadia El Yousfi, Grégor Chapelle, Annie Richard, Christophe Nocent, Marie Arena, Evelyne Huytebroeck, Stéphane Roberti, Rachid Barghouti, Isabelle Grippa, Abdelmalek Talhi, Magali Plovier, Alitia Angeli, Axel Criquelion, Laurent Hacken, Denis Stokkink, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Francis Résimont, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
Verontschuldigd	Corinne De Permentier, Mohammed Sebbahi, Isabelle Gelas, Raphaël Lederer, Nadine Pâques, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

**La séance débute par la tenue d'une minute de recueillement en mémoire des victimes des attentats qui ont eu lieu ce jour à l'aéroport de Bruxelles et à la station de métro Maelbeek.
De zitting begint met een minuut stilte als huldebetoon aan de slachtoffers van de aanslagen die vandaag werden gepleegd in de Luchthaven Brussel-Nationaal en in het metrostation Maalbeek.**

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 8 mars 2016.

Monsieur Barghouti est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De raad keurt het proces-verbaal van de zitting van 8 maart 2016 goed.

De heer Barghouti wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen

1 Propriétés communales - Immeuble sis à Forest, avenue Général Dumonceau, 56 - Garantie bancaire dans le cadre du bail de location de bureaux – Constitution – Approbation des texte et conditions.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 05 mai 2015 relative à la conclusion du bail de location de bureaux sis à Forest, avenue Général Dumonceau, 56, pour la période du 1^{er} juin 2015 au 31 mai 2024, imposant la constitution d'une garantie bancaire de 6 mois ; suivant lettre du Service Public Régional Bruxellois du 03 juin 2015, la décision précitée est devenue exécutoire ;

Vu l'article 8 du bail précité ainsi que l'article 5 des conditions générales prescrivant la constitution d'une garantie locative inconditionnelle et irrévocable à concurrence d'un montant correspondant à un semestre de loyers, soit 19350,00 euros ;

Considérant que la garantie bancaire octroyée par Belfius Banque correspond à une forme de crédit ;

Vu la nécessité pour la Commune de Forest de faire constituer, à sa charge, une garantie bancaire appellable à la première demande d'un montant maximum de 19350,00 euros en capital, intérêts et accessoires, en faveur de SA PRODUPRESS, ayant son siège social avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, pour la location du rez-de-chaussée dans l'immeuble situé avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, d'une superficie de 387 m², conformément au contrat de bail conclu le 27.04.2015 ;

Vu la lettre du 17 septembre 2015 par laquelle Belfius Banque accepte l'émission de ladite garantie bancaire appellable à première demande ;

Considérant que la Commune de Forest devra solliciter la garantie bancaire appellable à première demande à Belfius Banque SA, aux termes du texte ci-après et aux conditions qui y sont reprises, qu'il conviendra d'approuver :

A.« GARANTIE LOCATIVE A PREMIERE DEMANDE »

Il est fait référence au contrat de bail du 27 avril 2015 par lequel la SA PRODUPRESS (bailleur), ayant son siège social avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, donne en location à la Commune de Forest (preneur), ayant son siège rue du Curé, 2 à 1190 Forest, le rez-de-chaussée dans l'immeuble situé avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, d'une superficie de 387 m².

Ce bail prendra fin le 31 mai 2024.

La bonne exécution des engagements du preneur doit être assurée par une garantie bancaire.

1. ENGAGEMENT

D'ordre et pour compte du preneur la banque Belfius Banque SA, ayant son siège Boulevard Pacheco, 44 à 1000 Bruxelles, s'engage irrévocablement et inconditionnellement à payer au bénéficiaire, à première demande de celui-ci, nonobstant toute opposition de quiconque et sans pouvoir soulever la moindre exception, le montant que le bénéficiaire lui aura réclamé, dans les limites et aux conditions suivantes :

2. MONTANT MAXIMUM ACTUEL

19350,00 euros en principal, intérêts et frais. Ce montant sera adapté automatiquement, sur demande expresse du bénéficiaire, conformément aux conditions particulières du bail, pour rester égal à 6 mois de loyer.

Tout paiement effectué par la banque en vertu de la présente garantie en diminuera d'autant le montant maximum.

3. ECHEANCE

La présente garantie est valable jusqu'au nonantième jour après l'échéance du bail (soit le 30.08.2024), après quoi la banque sera définitivement libérée de tout engagement qui en résulterait, même si le présent document ne lui a pas été restitué.

La garantie prendra fin avant son échéance en cas de restitution anticipée du présent document ou de libération accordée par lettre recommandée émanant du bénéficiaire.

4. APPEL A LA GARANTIE

Tout appel à la garantie devra, pour être valable, être adressé à la banque par lettre recommandée signée par le bénéficiaire et énonçant les raisons de l'appel.

5. BENEFICIAIRES

La garantie est émise au profit du bénéficiaire et ses ayants droits à quelque titre que ce soit. Elle ne pourra pas être mise en gage ni servir de sûreté en dehors de son objet pré-décrié.

En cas de modification du bailleur par suite de la cession de l'immeuble, la présente garantie sera cédée au nouveau propriétaire ou remplacée par une garantie identique, à son profit. Le nouveau propriétaire devra à cet effet adresser une lettre recommandée à la banque, dans les trois mois de la signature de l'acte authentique de transfert de propriété. La demande devra être accompagnée de l'accord écrit du preneur.

Cette garantie est régie par le droit belge. En cas de litige, compétence exclusive est donnée aux tribunaux de Bruxelles.»

B. CONDITIONS :

Belfius Banque émet la garantie bancaire appellable à première demande sous la responsabilité exclusive de la Commune de Forest. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise.

Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Forest.

Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du receveur communal, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du conseil communal. La commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée.

La Commune de Forest sera redevable d'une commission de 0,75% l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie.

La commission ne sera pas inférieure à 100,00 euros par an et sera prélevée d'office du compte courant de la Commune de Forest, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte courant de la Commune de Forest les montants payés de ce chef.

Si le disponible en compte courant s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, la Commune de Forest s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette.

En cas de retard de paiement de tout ou en partie des montants dus, des intérêts de retard seront dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'art.15 § 4 de l'annexe de l'A.R. du 26 septembre 1996, et cela pendant la période de défaut de paiement.

Vu sa décision du 15 décembre 2015 autorisant la disposition de trois douzième provisoires en janvier, février et mars 2016 et précisant que ces crédits seront utilisé conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 02 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. de faire constituer, à charge de la Commune de Forest, une garantie bancaire appellable à la première demande d'un montant maximum de 19350,00 euros en capital, intérêts et accessoires, en faveur de SA PRODUPRESS, ayant son siège social avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, pour la location du rez-de-chaussée dans l'immeuble situé avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest,

d'une superficie de 387 m2, conformément au contrat de bail conclu le 27.04.2015 ;

2. de solliciter la garantie bancaire appellable à première demande à Belfius Banque, aux termes du texte ci-après et aux conditions qui y sont reprises :

A.« GARANTIE LOCATIVE A PREMIERE DEMANDE »

Il est fait référence au contrat de bail du 27 avril 2015 par lequel la SA PRODUPRESS (bailleur), ayant son siège social avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, donne en location à la Commune de Forest (preneur), ayant son siège rue du Curé, 2 à 1190 Forest, le rez-de-chaussée dans l'immeuble situé avenue Général Dumonceau, 56 à 1190 Forest, d'une superficie de 387 m2.

Ce bail prendra fin le 31 mai 2024.

La bonne exécution des engagements du preneur doit être assurée par une garantie bancaire.

1. ENGAGEMENT

D'ordre et pour compte du preneur la banque Belfius Banque SA, ayant son siège Boulevard Pacheco, 44 à 1000 Bruxelles, s'engage irrévocablement et inconditionnellement à payer au bénéficiaire, à première demande de celui-ci, nonobstant toute opposition de quiconque et sans pouvoir soulever la moindre exception, le montant que le bénéficiaire lui aura réclamé, dans les limites et aux conditions suivantes :

2. MONTANT MAXIMUM ACTUEL

19350,00 euros en principal, intérêts et frais. Ce montant sera adapté automatiquement, sur demande expresse du bénéficiaire, conformément aux conditions particulières du bail, pour rester égal à 6 mois de loyer.

Tout paiement effectué par la banque en vertu de la présente garantie en diminuera d'autant le montant maximum.

3. ECHEANCE

La présente garantie est valable jusqu'au nonantième jour après l'échéance du bail (soit le 30.08.2024), après quoi la banque sera définitivement libérée de tout engagement qui en résulterait, même si le présent document ne lui a pas été restitué.

La garantie prendra fin avant son échéance en cas de restitution anticipée du présent document ou de libération accordée par lettre recommandée émanant du bénéficiaire.

4. APPEL A LA GARANTIE

Tout appel à la garantie devra, pour être valable, être adressé à la banque par lettre recommandée signée par le bénéficiaire et énonçant les raisons de l'appel.

5. BENEFICIAIRES

La garantie est émise au profit du bénéficiaire et ses ayants droits à quelque titre que ce soit. Elle ne pourra pas être mise en gage ni servir de sûreté en dehors de son objet pré-décrit.

En cas de modification du bailleur par suite de la cession de l'immeuble, la présente garantie sera cédée au nouveau propriétaire ou remplacée par une garantie identique, à son profit. Le nouveau propriétaire devra à cet effet adresser une lettre recommandée à la banque, dans les trois mois de la signature de l'acte authentique de transfert de propriété. La demande devra être accompagnée de l'accord écrit du preneur.

Cette garantie est régie par le droit belge. En cas de litige, compétence exclusive est donnée aux tribunaux de Bruxelles.»

B.CONDITIONS :

Belfius Banque émet la garantie bancaire appellable à première demande sous la responsabilité exclusive de la Commune de Forest. Cette responsabilité subsistera aussi longtemps que Belfius Banque ne sera pas déchargée expressément des engagements liés à la garantie émise.

Belfius Banque respectera les engagements découlant du texte de la garantie bancaire précitée approuvé par le Conseil Communal sans notification préalable à la Commune de Forest.

Belfius Banque indexera le montant de la garantie bancaire sur base d'une demande écrite du receveur communal, accompagnée des documents justificatifs. Dans ce cas, la lettre de garantie indexée sera envoyée par Belfius Banque au bénéficiaire sans nécessité d'une délibération du conseil communal. La commune recevra une attestation d'émission de cette garantie indexée.

La Commune de Forest sera redevable d'une commission de 0,75% l'an, calculée sur le montant de la garantie et ce, à compter de la date d'émission du document jusqu'à ce que Belfius Banque soit expressément déchargée de ses obligations de garantie.

La commission ne sera pas inférieure à 100,00 euros par an et sera prélevée d'office du compte courant de la Commune de Forest, chaque semestre, le 30 juin et le 31 décembre.

S'il est fait appel à la garantie bancaire, Belfius Banque est mandatée irrévocablement pour prélever d'office du compte courant de la Commune de Forest les montants payés de ce chef.

Si le disponible en compte courant s'avérait insuffisant pour payer la commission et/ou les montants dus au bénéficiaire de la garantie, à la suite d'un appel à la garantie, la Commune de Forest s'engage à verser immédiatement à Belfius Banque le montant nécessaire au remboursement de la dette.

En cas de retard de paiement de tout ou en partie des montants dus, des intérêts de retard seront dus de plein droit et sans mise en demeure, calculés conformément à l'art.15§4 de l'annexe de l'A.R. du 26

septembre 1996, et cela pendant la période de défaut de paiement.

3. d'approuver les termes du texte et des conditions repris au point 2 ci-dessus ;

4. d'inscrire la dépense annuelle relative à la commission de réservation à l'article 104/126-01/21 du service ordinaire du budget 2016 et suivants (0,75% en 2015) ;

5. de maintenir l'engagement du crédit jusqu'à la fin du contrat de bail et la libération de la garantie bancaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Generaal Dumonceaulaan, 56 –
Bankwaarborg in het raam van een huurovereenkomst voor kantoren – Samenstelling –
Goedkeuring van de tekst en voorwaarden.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing d.d. 05 mei 2015 m.b.t. tot het sluiten van een overeenkomst voor het huren van kantoren, gelegen te Vorst, Generaal Dumonceaulaan, 56, voor de periode van 01 juni 2015 t.e.m. 31 mei 2024, die het samenstellen van een huurwaarborg van 6 maanden oplegt; volgens de brief d.d. 03 juni 2015 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel werd deze beslissing uitvoerbaar;

Gelet op artikel 8 van voormelde overeenkomst, evenals artikel 5 van de algemene voorwaarden, die het samenstellen van een onvoorwaardelijke en onherroepelijke huurwaarborg, ten belope van een bedrag dat overeenstemt met één semester huurgeld, hetzij 19.350,00 €, voorschrijft;

Overwegende dat de door Belfius Bank toegestane bankwaarborg overeenkomt met een vorm van krediet;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de gemeente Vorst te haren laste een bankwaarborg laat samenstellen die op het eerste verzoek opvraagbaar is voor een bedrag van maximaal 19.350,00 EUR in hoofdsom, interest en bijkomende kosten, ten voordele van NV PRODUPRESS, met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Generaal Dumonceaulaan 56, voor de huur van de gelijkvloerse verdieping in het gebouw dat gelegen is aan de Generaal Dumonceaulaan 56 te 1190 Vorst, met een oppervlakte van 387 m², conform de huurovereenkomst die werd afgesloten op 27 april 2015;

Gelet op de brief van 17 september 2015 waarbij Belfius Bank de uitgifte van de genoemde, op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg aanvaardt;

Overwegende dat de gemeente de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg zal moeten vragen aan Belfius Bank NV, conform de hierna volgende tekst en de erin opgenomen voorwaarden, dewelke dienen goedgekeurd te worden:

A. “HUURWAARBORG OP EERSTE VERZOEK”

Er wordt verwezen naar de huurovereenkomst van 27 april 2015 waarbij NV PRODUPRESS (de verhuurder), met maatschappelijke zetel aan de Generaal Dumonceaulaan 56 in 1190 Vorst, aan de gemeente Vorst (de huurder), met maatschappelijke zetel aan de Pastoorstraat 2 in 1190 Vorst, de gelijkvloerse verdieping verhuurt van het gebouw dat gelegen is aan de Generaal Dumonceaulaan 56 in 1190 Vorst, dat een oppervlakte heeft van 387 m².

Deze huurovereenkomst loopt ten einde op 31 mei 2024.

De goede uitvoering van de verbintenissen van de huurder moet worden verzekerd door middel van een bankwaarborg.

1. VERBINTENIS

In opdracht en voor rekening van de huurder verbindt Belfius Bank NV, met maatschappelijke zetel aan de Pachecolaan 44 in 1000 Brussel, zich er onherroepelijk en onvoorwaardelijk toe aan de begunstigde op diens eerste verzoek en in weerwil van elk verzet van wie ook en zonder daarbij de minste uitzondering te kunnen invoeren, het bedrag te betalen dat de begunstigde van hem zal hebben geëist, met inachtneming van de hierna vernoemde beperkingen en voorwaarden:

2. HUIDIG MAXIMUMBEDRAG

19.350,00 EUR in hoofdsom, interest en kosten. Dit bedrag wordt automatisch aangepast op uitdrukkelijk verzoek van de begunstigde, conform de bijzondere huurvoorwaarden, en blijft gelijk aan 6 maanden huur.

Elke betaling door de bank krachtens deze waarborg vermindert het maximaal bedrag ten belope van het saldo van die betaling.

3. VERVALDAG

Deze waarborg is geldig tot de negentigste dag na het vervallen van de huurovereenkomst (nl. 30.08.2024), waarna de bank definitief bevrijd zal zijn van elke verbintenis die daaruit zou voortvloeien, ook als dit document niet aan haar zou zijn terugbezorgd.

De waarborg loopt ten einde vóór de vervaldag bij vroegtijdige teruggave van dit document of bij de vrijgave die wordt toegestaan d.m.v. een aangetekende brief die uitgaat van de begunstigde.

4. BEROEP OP DE WAARBORG

Om geldig te zijn, moet elk beroep op de waarborg gericht zijn aan het adres van de bank met een aangetekend schrijven dat werd ondertekend door de begunstigde en waarin zijn redenen voor het beroep worden vermeld.

5. BEGUNSTIGDEN

De waarborg wordt uitgegeven ten voordele van de begunstigde en van diens rechthebbenden in

welke hoedanigheid ook. Zij kan niet in pand worden gegeven, noch dienst doen als zekerheid buiten het hierboven omschreven voorwerp.

In geval van verandering van de verhuurder als gevolg van de verkoop van het gebouw, wordt deze waarborg overgedragen aan de nieuwe eigenaar of vervangen door een identieke waarborg te zijnen gunste. De nieuwe eigenaar moet daartoe een aangetekende brief sturen naar de bank binnen drie maanden na de ondertekening van de authentieke akte van de eigendomsoverdracht. Dit verzoek moet vergezeld gaan van de schriftelijke toestemming van de huurder.

Deze waarborg valt onder het Belgisch recht. Bij geschillen zijn enkel de Brusselse rechtbanken bevoegd.

B. VOORWAARDEN

Belfius Bank geeft de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg uit onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de Gemeente Vorst. Deze verantwoordelijkheid blijft bestaan zolang Belfius Bank niet uitdrukkelijk werd ontheven van zijn verbintenissen in verband met de uitgegeven waarborg.

Belfius Bank houdt zich aan de verbintenissen die voortvloeien uit de tekst van voornoemde bankwaarborg die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad zonder voorafgaande kennisgeving aan de Gemeente Vorst.

Belfius Bank indexeert het bedrag van de bankwaarborg op basis van een schriftelijk verzoek van de gemeenteontvanger, waarbij de bewijskrachtige documenten gevoegd werden. In dat geval wordt de geïndexeerde waarborgbrief door Belfius Bank verstuurd aan de begunstigde zonder dat daarvoor een beraadslaging van de gemeenteraad nodig is. De gemeente ontvangt een attest van de uitgifte van die geïndexeerde waarborg.

De gemeente Vorst is een provisie verschuldigd van 0,75 % per jaar, die berekend wordt op het bedrag van de waarborg vanaf de uitgiftedatum van het document totdat Belfius Bank uitdrukkelijk zal zijn ontheven van zijn verplichtingen inzake de waarborg.

De provisie zal niet lager liggen dan 100,00 EUR per jaar en wordt elk half jaar automatisch aangerekend op de rekening-courant van de Gemeente Vorst, nl. op 30 juni en 31 december.

Als er een beroep wordt gedaan op de bankwaarborg, heeft Belfius Bank een onherroepelijk mandaat om automatisch de in dat verband betaalde bedragen aan te rekenen op de rekening-courant van de gemeente Vorst.

Als het beschikbare bedrag op de rekening-courant ontoereikend zou zijn voor het betalen van de provisie en/of de bedragen die verschuldigd zijn aan de begunstigde van de waarborg, doordat een beroep wordt gedaan op de waarborg, verbindt de gemeente Vorst zich ertoe aan Belfius Bank onmiddellijk het bedrag te storten dat noodzakelijk is voor het terugbetalen van de schuld.

Bij een betalingsachterstand van alle verschuldigde bedragen of van een deel daarvan, is er van rechtswege en zonder ingebrekestelling moratoire rente verschuldigd, die berekend wordt conform art. 15 § 4 van de bijlage van het KB van 26 september 1996, voor de volledige duur van de wanbetaling.

Gelet op zijn beslissing d.d. 15 december 2015 die toelaat te beschikken over drie voorlopige twaalfden in januari, februari en maart 2016, en die verduidelijkt dat de kredieten conform artikel 14 van het koninklijk besluit van 02 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke boekhouding aangewend zullen worden;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

1. een op het eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg te laten samenstellen, ten laste van de Gemeente Vorst, voor een bedrag van maximaal 19.350,00 EUR in hoofdsom, interest en bijkomende kosten, ten voordele van NV PRODUPRESS, met maatschappelijke zetel te 1190 Vorst, Generaal Dumonceaulaan 56, voor de huur van de gelijkvloerse verdieping in het gebouw dat gelegen is aan de Generaal Dumonceaulaan 56 te 1190 Vorst, met een oppervlakte van 387 m², conform de huurovereenkomst die werd afgesloten op 27 april 2015;
2. de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg te vragen aan Belfius Bank, conform de hierna volgende tekst en de erin opgenomen voorwaarden:

A. HUURWAARBORG OP EERSTE VERZOEK

Er wordt verwezen naar de huurovereenkomst van 27 april 2015 waarbij NV PRODUPRESS (de verhuurder), met maatschappelijke zetel aan de Generaal Dumonceaulaan 56 in 1190 Vorst, aan de gemeente Vorst (de huurder), met maatschappelijke zetel aan de Pastoorstraat 2 in 1190 Vorst, de gelijkvloerse verdieping verhuurt van het gebouw dat gelegen is aan de Generaal Dumonceaulaan 56 in 1190 Vorst, dat een oppervlakte heeft van 387 m².

Die huurovereenkomst loopt ten einde op 31 mei 2024.

De goede uitvoering van de verbintenissen van de huurder moet worden verzekerd door middel van een bankwaarborg.

1. VERBINTENIS

In opdracht en voor rekening van de huurder verbindt Belfius Bank NV, met maatschappelijke zetel aan de Pachecolaan 44 in 1000 Brussel, zich er onherroepelijk en onvoorwaardelijk toe aan de begunstigde op diens eerste verzoek en in weerwil van elk verzet van wie ook en zonder daarbij de minste uitzondering te kunnen invoeren, het bedrag te betalen dat de begunstigde van hem zal hebben geëist, met inachtneming van de hierna vernoemde beperkingen en voorwaarden:

2. HUIDIG MAXIMUMBEDRAG

19.350,00 EUR in hoofdsom, interest en kosten. Dat bedrag wordt automatisch aangepast op uitdrukkelijk verzoek van de begunstigde, conform de bijzondere huurvoorwaarden, en blijft gelijk aan 6 maanden huur.

Elke betaling door de bank krachtens deze waarborg vermindert het maximaal bedrag ten belope van het saldo van die betaling.

3. VERVALDAG

Deze waarborg is geldig tot de negentigste dag na het vervallen van de huurovereenkomst (nl. op 30.08.2024), waarna de bank definitief bevrijd zal zijn van elke verbintenis die daaruit zou voortvloeien, ook als dit document niet aan haar zou zijn terugbezorgd.

De waarborg loopt ten einde vóór de vervaldag bij vroegtijdige teruggave van dit document of bij de vrijgave die wordt toegestaan d.m.v. een aangetekende brief die uitgaat van de begunstigde.

4. BEROEP OP DE WAARBORG

Om geldig te zijn, moet elk beroep op de waarborg gericht zijn aan het adres van de bank met een aangetekend schrijven dat werd ondertekend door de begunstigde en waarin zijn redenen voor het beroep worden vermeld.

5. BEGUNSTIGDEN

De waarborg wordt uitgegeven ten voordele van de begunstigde en van diens rechthebbenden in welke hoedanigheid ook. Zij kan niet in pand worden gegeven, noch dienst doen als zekerheid buiten het hierboven omschreven voorwerp.

In geval van verandering van de verhuurder als gevolg van de verkoop van het gebouw, wordt deze waarborg overgedragen aan de nieuwe eigenaar of vervangen door een identieke waarborg te zijnen gunste. De nieuwe eigenaar moet daartoe een aangetekende brief sturen naar de bank binnen drie maanden na de ondertekening van de authentieke akte van de eigendomsoverdracht. Dat verzoek moet vergezeld gaan van de schriftelijke toestemming van de huurder.

Deze waarborg valt onder het Belgisch recht. Bij geschillen zijn enkel de Brusselse rechtbanken bevoegd.

B. VOORWAARDEN

Belfius Bank geeft de op eerste verzoek opvraagbare bankwaarborg uit onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de Gemeente Vorst. Die verantwoordelijkheid blijft bestaan zolang Belfius Bank niet uitdrukkelijk werd ontheven van zijn verbintenissen in verband met de uitgegeven waarborg.

Belfius Bank houdt zich aan de verbintenissen die voortvloeien uit de tekst van voornoemde

bankwaarborg die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad zonder voorafgaande kennisgeving aan de Gemeente Vorst.

Belfius Bank indexeert het bedrag van de bankwaarborg op basis van een schriftelijk verzoek van de gemeenteontvanger, waarbij de bewijskrachtige documenten gevoegd werden. In dat geval wordt de geïndexeerde waarborgbrief door Belfius Bank verstuurd aan de begunstigde zonder dat daarvoor een beraadslaging van de gemeenteraad nodig is. De gemeente ontvangt een attest van de uitgifte van die geïndexeerde waarborg.

De gemeente Vorst is een provisie verschuldigd van 0,75 % per jaar, die berekend wordt op het bedrag van de waarborg vanaf de uitgiftedatum van het document totdat Belfius Bank uitdrukkelijk zal zijn ontheven van zijn verplichtingen inzake de waarborg.

De provisie zal niet lager liggen dan 100,00 EUR per jaar en wordt elk half jaar automatisch aangerekend op de rekening-courant van de Gemeente Vorst, nl. op 30 juni en 31 december.

Als er een beroep wordt gedaan op de bankwaarborg, heeft Belfius Bank een onherroepelijk mandaat om automatisch de in dat verband betaalde bedragen aan te rekenen op de rekening-courant van de gemeente Vorst.

Als het beschikbare bedrag op de rekening-courant ontoereikend zou zijn voor het betalen van de provisie en/of de bedragen die verschuldigd zijn aan de begunstigde van de waarborg, doordat een beroep wordt gedaan op de waarborg, verbindt de gemeente Vorst zich ertoe aan Belfius Bank onmiddellijk het bedrag te storten dat noodzakelijk is voor het terugbetalen van de schuld.

Bij een betalingsachterstand van alle verschuldigde bedragen of van een deel daarvan, is er van rechtswege en zonder ingebrekestelling moratoire rente verschuldigd, die berekend wordt conform art. 15 § 4 van de bijlage van het KB van 26 september 1996, voor de volledige duur van de wanbetaling.

3. de hierboven in punt 2 vermelde bewoordingen van de tekst en van de voorwaarden goed te keuren;

4. de jaarlijkse uitgave m.b.t. de reserveringsprovisie op artikel 104/126-01/21 van de gewone dienst van de begroting 2016 en volgende (0,75% in 2015) in te schrijven;

5. de verbintenis van het krediet tot het eind van de huurovereenkomst en de vrijgave van de bankwaarborg te handhaven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Gen Dumonceau 56 - bail enregistré.pdf, cc05.05.15 signé - Gén Dumonceau 56 - bail.pdf, gen dumon 56 - gar loc - L belfius 17.09.3015.pdf, gen dum 56 - bail - cc 05.05.3015 - tut ok 03.06.2015.pdf

2 **Propriétés communales – Bâtiment sis à Forest, rue de Belgrade 17 (rez-de-chaussée) –
Convention d’occupation avec l’asbl Mission Locale de Forest – Fin.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 16 décembre 2008 relative à la convention conclue avec l’asbl Mission Locale de Forest pour l’occupation du rez-de-chaussée du bâtiment communal situé à Forest, rue de Belgrade 17, pour la période prenant cours le 01^{er} octobre 2008 ;

Vu la convention d’occupation signée en date du 15 janvier 2009 par l’asbl Mission Locale de Forest et la Commune ;

Vu la lettre du 18 décembre 2015 par laquelle l’asbl Mission Locale pour l’Emploi de Forest informe la commune de la résiliation dudit contrat, moyennant un préavis de trois mois, soit du 01^{er} janvier au 31 mars 2016;

Vu la nouvelle loi communale;

DECIDE:

de prendre connaissance de la lettre du 18 décembre 2015 par laquelle l’asbl Mission Locale pour l’Emploi de Forest informe la commune de la résiliation du contrat conclu en date du 15 janvier 2016 pour l’occupation du rez-de-chaussée du bâtiment communal situé à Forest, rue de Belgrade 17, moyennant un préavis de trois mois, soit du 01^{er} janvier au 31 mars 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

**Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Belgradostraat 17 (benedenverdieping) –
Gebruiksovereenkomst met de vzw Mission Locale de Forest – Einde.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing d.d. 16 december 2008 m.b.t. de overeenkomst afgesloten met de vzw Mission Locale de Forest voor het gebruik van de benedenverdieping van het gemeentelijke gebouw gelegen te Vorst, Belgradostraat 17, voor de periode beginnende op 01 oktober 2008;

Gelet op de gebruiksovereenkomst ondertekend op 15 januari 2009 door de vzw Mission Locale de Forest en de Gemeente;

Gelet op de brief d.d. 18 december 2015 waarin de vzw Mission Locale pour l’Emploi de Forest de gemeente inlicht over de verbreking van voormelde overeenkomst, mits een vooropzeg van drie

maanden, hetzij van 01 januari tot 31 maart 2016;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

kennis te nemen van de brief d.d. 18 december 2015 waarin de vzw Mission Locale pour l'Emploi de Forest de gemeente inlicht over de verbreking van de op 15 januari 2009 afgesloten overeenkomst voor het gebruik van de benedenverdieping van het gemeentelijke gebouw, gelegen te Vorst, Belgradostraat 17, mits een vooropzeg van drie maanden, hetzij van 01 januari tot 31 maart 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Monsieur Hacken veut connaître la destination du bâtiment.

Monsieur Englebert répond que l'affectation n'est pas encore connue.

Monsieur Spapens intervient et dit que la Mission Locale déménagera vers la rue de Fierlant.

De heer Hacken wil de bestemming van het gebouw kennen.

De heer Englebert antwoordt dat dit nog niet werd bepaald.

De heer Spapens komt tussenbeide en zegt dat de 'Mission Locale' naar de de Fierlantstraat zal verhuizen.

2 annexes / 2 bijlagen

Mission locale - convention d'occupation.pdf, L de MLF 18.12.2015 - Forum - occup rez - fin-préavis.pdf

Logements - Huisvesting

3 Logements - Marchés publics - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Application de l'article 234, al. 3 de la nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu l'article 234, alinéa 3 de la Nouvelle loi communale en vertu duquel le Conseil est informé des décisions du Collège portant sur le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés de travaux, de fournitures et de services que le Collège a prises sur base de l'habilitation qui

lui est conférée par cet alinéa ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1^{er}, 1^o, a ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de mobilier de seconde main pour les logements de transit communaux situés rue de Liège 62;

Considérant que cette dépense estimée à 600,00 € livraison comprise émerge au service extraordinaire où un crédit de 700,00 € est disponible à l'article 922/741-51 du budget 2015;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2015 de passer un marché de fournitures ayant pour objet "Achat de mobilier de seconde main pour les logements de transit communaux de la rue de Liège" par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 600,00 €, livraison comprise ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 décembre 2015 de passer un marché de fournitures ayant pour objet "Achat de mobilier de seconde main pour les logements de transit communaux de la rue de Liège" par procédure négociée par facture acceptée, au montant estimé de 600,00 €, livraison comprise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Huisvesting - Overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op artikel 234, 3de lid van de Nieuwe gemeentewet krachtens hetwelk de Gemeenteraad in kennis gesteld wordt van de beslissingen, wat betreft de keuze van de gunningswijze en de vaststelling van de lastvoorwaarden van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die

het College genomen heeft op basis van de bevoegdheid die hem door dit lid wordt toegekend;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen inzonderheid artikel 26, §1, 1°, a;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om tweedehands meubels aan te kopen voor de gemeentelijke transitwoningen gelegen Luikstraat 62;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 600,00 €, levering inbegrepen, behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 700,00 € beschikbaar is op artikel 922/741-51 van de begroting 2015;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2015 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Aankoop van tweedehands meubels voor de gemeentelijke transitwoningen van de Luikstraat ” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur voor de raming van 600,00 €, levering inbegrepen;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 december 2015 om een opdracht voor leveringen op te starten met als voorwerp “Aankoop van tweedehands meubels voor de gemeentelijke transitwoningen van de Luikstraat” via onderhandelingsprocedure met aanvaarde factuur voor de raming van 600,00 €, levering inbegrepen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Stationnement - Parkeerdienst

4 Stationnement - Convention entre l'Agence du stationnement et la commune de Forest portant création du Comité d'accompagnement.

LE CONSEIL,

Vu la Convention du 22 mars 2016 relative aux modalités et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la commune de Forest en matière de contrôle du stationnement règlementé et de perception des redevances, prévoit en son article 7 la création d'un comité d'accompagnement ;

Considérant que le Comité d'Accompagnement donne un avis sur les matières suivantes :

- 1° Les modalités d'exercice des missions de contrôle et de perception ;
- 2° La modification du type des zones ;
- 3° Le niveau de contrôle pour chaque type de zone ;
- 4° La modification des tarifs ;
- 5° Les modalités de paiement ;
- 6° La communication envers vers le public ;
- 7° La mise en place de moyens supplémentaires ;
- 8° La gestion des réclamations ;
- 9° Les schémas d'annulation des redevances ;
- 10° Le traitement des demandes exceptionnelles ;
- 11° Le stationnement gênant et dangereux ;
- 12° Les questions financières ;
- 13° La mise en place de solutions permettant une uniformisation et une harmonisation des pratiques applicables dans les différentes communes bruxelloises.
- 14° Un modèle de procédure à suivre pour les demandes de cartes de dérogation, propre à chaque type de carte

Considérant que le Comité d'Accompagnement sera composé des personnes suivantes :

- Le Bourgmestre ou son représentant ;
- L'Échevin de la mobilité ou son représentant ;
- L'Échevin des travaux ou son représentant ;
- Le Secrétaire communal ou son représentant ;
- Le Receveur communal ou son représentant ;
- Un représentant du Service mobilité ou du Service des Travaux ;

Considérant que l'ordre du jour et les procès-verbaux de réunions seront transmis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres du Conseil communal;

DECIDE :

De signer la Convention entre l'Agence du stationnement et la commune de Forest portant création du Comité d'accompagnement;

De charger le Bourgmestre et la Secrétaire Communale de signer ladite convention;

De désigner comme participants au Comité d'Accompagnement :

Le Bourgmestre ou son représentant ;

L'Échevin de la mobilité ou son représentant ;
L'Échevin des travaux ou son représentant;
Le Secrétaire communal ou son représentant ;
Le Receveur communal ou son représentant ;
Un représentant du Service mobilité ou du Service des Travaux;

Que l'ordre du jour et les procès-verbaux de réunions seront transmis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres du Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 23 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélion.

Parkeerdienst - Overeenkomst tussen het Parkeeragentschap en de gemeente Vorst houdende oprichting van het Begeleidingscomité.

DE RAAD,

Gelet op het feit dat de Overeenkomst van 22 maart 2016 betreffende de modaliteiten en de respectievelijke verbintenissen van het Parkeeragentschap en de Gemeente Vorst inzake de controle op het gereguleerd parkeren en de inning van de retributies in artikel 7 de oprichting van een begeleidingscomité voorziet;

Overwegende dat het Begeleidingscomité een advies geeft inzake de volgende materies:

- 1° De modaliteiten van uitoefening van de controle- en inningsopdrachten;
- 2° De wijziging van het type van de zones;
- 3° Het controleniveau voor elk type van zone;
- 4° De wijziging van de tarieven;
- 5° De betalingsmodaliteiten;
- 6° De communicatie naar het publiek toe;
- 7° Het opzetten van bijkomende middelen;
- 8° Het klachtenbeheer;
- 9° De annulatieschema's van de retributies;
- 10° De behandeling van de uitzonderlijke aanvragen;
- 11° Het hinderlijk en gevaarlijk parkeren;
- 12° De financiële kwesties;
- 13° Het opzetten van oplossingen voor een uniformisering en een harmonisering van de praktijken van toepassing in de verschillende Brusselse gemeenten;
- 14° Een model van te volgen procedure voor de aanvragen van vrijstellingskaarten, eigen aan elk type van kaart

Overwegende dat het Begeleidingscomité uit de volgende personen samengesteld zal zijn:

De Burgemeester of zijn vertegenwoordiger;

De Schepenen van mobiliteit of zijn vertegenwoordiger;

De Schepen van werken of zijn vertegenwoordiger;
De Gemeentesecretaris of zijn vertegenwoordiger;
De Gemeenteontvanger of zijn vertegenwoordiger;
Een vertegenwoordiger van de Dienst Mobiliteit of de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de agenda en de processen-verbaal van de vergaderingen overgemaakt zullen worden aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de gemeenteraad;

BESLIST:

De Overeenkomst tussen het Parkeeragentschap en de gemeente Vorst houdende oprichting van het Begeleidingscomité te ondertekenen;

De Burgemeester en de Gemeentesecretaris te gelasten voormelde overeenkomst te ondertekenen;

De volgende personen aan te stellen als leden van het Begeleidingscomité:

De Burgemeester of zijn vertegenwoordiger;
De Schepen van mobiliteit of zijn vertegenwoordiger;
De Schepen van werken of zijn vertegenwoordiger;
De Gemeentesecretaris of zijn vertegenwoordiger;
De Gemeenteontvanger of zijn vertegenwoordiger;
Een vertegenwoordiger van de Dienst Mobiliteit of de Dienst Openbare Werken;

Dat de agenda en de processen-verbaal van de vergaderingen overgemaakt zullen worden aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 23 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélion.

Monsieur Borcy dit que les points 4 et 5 sont liés. Il a l'impression qu'on donne un chèque en blanc à l'Agence. Il regrette qu'il n'y a pas d'obligation de résultat. On devrait exiger un contrôle et un suivi des imputs de la part de l'Agence, on devrait pouvoir exiger que les stewards encodent un certain nombre de plaques par jour, cela pourrait garantir un certain revenu pour la commune. Il faut une obligation de résultat, d'efficience... Le manque de cette obligation le dérange.

Monsieur Hacken dit que le cdH n'a pas de problème avec le principe, mais voudrait que les procès-verbaux du comité d'accompagnement soient aussi mis à disposition des conseillers communaux.

La décision est adaptée dans ce sens.

Monsieur Englebert dit que les stewards sont suivis par rapport au nombre des procès-verbaux qu'ils établissent par jour.

De heer Borcy zegt dat er een verband bestaat tussen punten 4 en 5. Hij heeft de indruk dat men vrij spel laat aan het Agentschap. Hij betreurt dat er geen resultaatsverbintenis wordt opgelegd. Men zou moeten eisen dat er door het Agentschap een controle en een opvolging van de inputs wordt gerealiseerd; men zou moeten kunnen eisen dat de stewards een bepaald aantal nummerplaten per dag invoeren, wat een minimum van inkomsten voor de Gemeente zou garanderen. Er moet een verplichting tot resultaat en efficiëntie zijn. Het stoort hem dat deze verplichting niet bestaat.

De heer Hacken zegt dat de cdH-groep geen probleem met het principe heeft, maar zou willen dat de processen-verbaal van het begeleidingscomité ook ter beschikking van de gemeenteraadsleden worden gesteld.

De beraadslaging wordt aldus aangepast.

De heer Englebert zegt dat het aantal processen-verbaal per steward wordt opgevolgd.

2 annexes / 2 bijlagen

2016_03_22_VORST_Overeenkomst_Begeleidingscomité.docx,

2016_03_22_FOREST_Convention_Comité d'accompagnement.docx

5 Stationnement - Convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la Commune de Forest en matière de contrôle du stationnement et perception des redevances.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que jusqu'à présent, la Commune a assuré la gestion de son stationnement elle-même. Suivant les dispositions de l'article 40§2 et §3 de l'Ordonnance précitée, la Commune entend déléguer les missions de contrôle et de perceptions des redevances à l'Agence du stationnement ;

Considérant que la délégation ne porte que sur le contrôle et de la perception des redevances à l'Agence du stationnement et non sur la politique de stationnement ;

Considérant que déléguer les missions de perception et de contrôle du stationnement permet une simplification administrative et financière pour la Commune de Forest ;

Considérant que l'article 40§4 de l'Ordonnance prévoit toutefois que cette délégation donne lieu à la conclusion d'une convention organisant les modalités et les engagements respectifs de chacune des

parties relatifs au contrôle et à la perception des redevances ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 fixant les règles de base devant figurer dans chaque convention relative aux modalités et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et des communes en matière de contrôle et de perception des redevances ;

Considérant la convention jointe au dossier ;

Considérant qu'en cas de bénéfice, quel que soit le gestionnaire du stationnement (commune ou Agence du stationnement), 85% du bénéfice net sont versés à la commune et 15% du bénéfice net sont versés à l'agence du stationnement (le déficit étant assumé par le gestionnaire du stationnement) ;

Considérant que cette délégation peut être effective à partir du 1^{er} juin 2016 ;

DECIDE :

A partir du 1^{er} juin 2016, la Commune délègue à l'Agence du stationnement les missions de contrôle et de perception des redevances sur le territoire de la Commune;

D'approuver les dispositions reprises dans la convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la Commune en matière de contrôle du stationnement réglementé et de perception des redevances;

De charger le Bourgmestre et la Secrétaire Communale de signer ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 23 votes positifs, 7 abstentions.

Abstentions : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélon.

Parkeerdienst - Overeenkomst betreffende de modaliteiten van de overdracht en de respectievelijke verbintenissen van het Parkeeragentschap en de Gemeente Vorst inzake de controle op het gereguleerd parkeren en de inning van retributies.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Overwegende dat de Gemeente tot op heden zelf heeft ingestaan voor haar parkeerbeheer. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 40 §2 en §3 van voornoemde ordonnantie wenst de Gemeente haar opdracht van controle en inning van de retributies over te dragen aan het Parkeeragentschap;

Overwegende dat de overdracht slechts betrekking heeft op de controle en de inning van de retributies voor het Parkeeragentschap en niet op het parkeerbeleid;

Overwegende dat het overdragen van de opdrachten van inning en controle op het parkeren een administratieve en financiële vereenvoudiging voor de Gemeente Vorst mogelijk maakt;

Overwegende dat artikel 40 §4 van de Ordonnantie echter voorziet dat deze overdracht aanleiding geeft tot het sluiten van een overeenkomst tot regeling van de modaliteiten en de respectievelijke verbintenissen van beide partijen met betrekking tot de controle en de inning van de retributies;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 tot vastlegging van de basisregels die opgenomen dienen te worden in alle overeenkomsten betreffende de modaliteiten en de respectievelijke verbintenissen van het Parkeeragentschap en van de gemeenten inzake de controle en de inning van de retributies;

Overwegende de overeenkomst toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat, in het geval van winst, 85% van de nettowinst aan de Gemeente wordt gestort en 15% van de nettowinst aan het Parkeeragentschap wordt gestort (de parkeerbeheerder neemt de tekorten op zich), en dit ongeacht de identiteit van de parkeerbeheerder (Gemeente of Parkeeragentschap);

Overwegende dat deze overdracht vanaf 1 juni 2016 in werking kan treden;

BESLIST:

Vanaf 1 juni 2016 draagt de Gemeente de opdrachten van controle en inning van de retributies op het grondgebied van de Gemeente over aan het Parkeeragentschap;

De bepalingen opgenomen in de overeenkomst betreffende de modaliteiten van de overdracht en de respectievelijke verbintenissen van het Parkeeragentschap en van de Gemeente inzake de controle op het gereguleerd parkeren en de inning van de retributies goed te keuren;

De Burgemeester en de Gemeentesecretaris te gelasten voormelde overeenkomst te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 23 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Onthoudingen : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquiélon.

4 annexes / 4 bijlagen

Liste des agents transférés à l'Agence.docx, 2016_03_22_VORST_Overeenkomst_Overdracht.pdf, 2016_03_22_FOREST_convention_délégation.pdf, Contrats ABCD Rauwers signé.pdf

FINANCES - FINANCIËN

Centrale d'achat / Economat - Centraal Aankoop / Economaat

6 Service central d'achats – Marchés publics – Fournitures de bureau – Adhésion à la centrale de marchés de Bruxelles-Environnement.

LE CONSEIL,

Considérant que le marché public de Fournitures de bureau a pris fin le 31 décembre 2015 ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a lancé et attribué un marché public intitulé « Fournitures pendant 12 mois d'articles de bureau, de papier, produits avec des matériaux et par des procédés écologiques, et destinés aux membres du personnel de l'IBGE sous la forme d'une centrale de marchés pour les administrations bruxelloises » ;

Considérant que le marché a été conclu pour une période d'un an (2015) avec possibilité pour Bruxelles-Environnement de le reconduire à trois reprises (2016, 2017 et 2018) (avec reconduction automatique pour les organismes adhérents) ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a reconduit le marché pour l'année 2016 ;

Considérant le cahier spécial des charges établi par Bruxelles-Environnement ;

Considérant que l'adhésion à la centrale de marchés permettrait à la Commune de Forest d'acheter les fournitures citées sans devoir passer de nouveaux marchés publics, et de bénéficier de l'intégration de critères environnementaux pour ces achats ;

Considérant que l'adhésion à centrale de marchés n'empêche pas la passation de marchés publics en parallèle pour les mêmes fournitures ;

Vu les offres des adjudicataires Staples Belgium BVBA, Ringlaan, 39 à 1853 Strombeek-Bever (lot 1 "Petites fournitures de bureau") et Lyreco, Rue du Fond des Fourches, 20 à 4041 Vottem (lot 2 "Tableaux", lot 3 "Papier", et lot 4 "Cachet") ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment les articles 2, 4° et 15 relatifs aux centrales d'achat et de marchés ;

Considérant que les crédits permettant les dépenses seront inscrits aux divers articles concernés du service ordinaire des budgets 2016, 2017 et 2018 ;

DECIDE:

Art. 1er : D'adhérer à la centrale de marchés lancée par Bruxelles-Environnement ayant pour objet « Fournitures pendant 12 mois d'articles de bureau, de papier, produits avec des matériaux et par des procédés écologiques, et destinés aux membres du personnel de l'IBGE sous la forme d'une centrale de marchés pour les administrations bruxelloises »;

Art. 2 : De signer la charte d'adhésion à la centrale de marchés annexée à la présente;

Art. 3 : D'inscrire les dépenses aux divers articles concernés du service ordinaire des budgets 2016, 2017 et 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Centrale aankoopdienst – Overheidsopdrachten – Kantoorbenodigdheden – Toetreding tot de opdrachtcentrale van Leefmilieu Brussel.

DE RAAD,

Overwegende dat de overheidsopdracht voor Kantoorbenodigdheden afgelopen is op 31 december 2015;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een overheidsopdracht heeft opgestart en gegund met als benaming 'Levering gedurende 12 maanden van kantoor- en papierbenodigdheden, vervaardigd van milieuvriendelijke materialen en met behulp van milieuvriendelijke procedés, bestemd voor de personeelsleden van het BIM in de vorm van een opdrachtcentrale voor de Brusselse besturen';

Overwegende dat de opdracht afgesloten werd voor een periode van een jaar (2015) met mogelijkheid voor Leefmilieu Brussel om deze drie keer te verlengen (2016, 2017 en 2018) (met automatische verlenging voor de aangeslotenen);

Overwegende dat Leefmilieu Brussel de opdracht verlengd heeft voor het jaar 2016;

Overwegende het bijzonder bestek opgemaakt door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat de toetreding tot de Opdrachtcentrale de Gemeente Vorst in staat zou stellen om de vermelde benodigdheden te kopen zonder nieuwe overheidsopdrachten te moeten organiseren, en om te genieten van de opname van milieucriteria voor deze aankopen;

Overwegende dat de toetreding tot de opdrachtcentrale de parallelle gunning van overheidsopdrachten voor dezelfde benodigdheden niet verhindert;

Gelet op de offertes van de opdrachtnemers Staples Belgium BVBA, Ringlaan 39 te 1853 Strombeek-

Bever (perceel 1 'Kleine kantoorbenodigdheden') en Lyreco, Rue du Fond des Fourches, 20 te 4041 Vottem (perceel 2 'Borden', perceel 3 'Papier' en perceel 4 'Stempel');

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en latere wijzigingen, inzonderheid artikelen 2, 4^o en 15 betreffende de aankoop- en opdrachtcentrales;

Overwegende dat de kredieten voor de uitgaven ingeschreven zullen worden op de diverse betrokkenen artikelen van de gewone dienst van de begrotingen 2016, 2017 en 2018;

BESLIST:

Art. 1: Toe te treden tot de opdrachtcentrale opgestart door Leefmilieu Brussel met als voorwerp 'Levering gedurende 12 maanden van kantoor- en papierbenodigdheden, vervaardigd van milieuvriendelijke materialen en met behulp van milieuvriendelijke procedés, en bestemd voor de personeelsleden van het BIM in de vorm van een opdrachtcentrale voor de Brusselse besturen';

Art. 2: Het charter van toetreding tot de opdrachtcentrale, opgenomen in bijlage, te ondertekenen;

Art. 3: De uitgaven in te schrijven op de diverse betrokkenen artikelen van de gewone dienst van de begrotingen 2016, 2017 en 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Cahier des charges centrale de marchés Bxl-Environnement (FR).pdf, Aankoopcentralehandvest Leefmilieu Brussel (NL).pdf, Bestek aankoopcentrale Leefmilieu Brussel (NL).pdf, Charte centrale de marchés Bxl-Environnement (FR).pdf

Taxes - Belastingen

7 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2016 - Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'au 1er avril 2016, il est possible que le budget communal pour l'exercice 2016 n'ait pas pu être voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

d'autoriser la disposition de deux douzièmes provisoires pour les mois d' avril et mai 2016;

que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

30 votants : 30 votes positifs.

Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2016 - Voorlopige twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat het mogelijk is dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2016 door de gemeenteraad niet gestemd is kunnen worden tegen 1 april 2016 of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen ;

BESLIST :

twee voorlopige twaalfden voor de maanden april en mei 2016 toe te staan;

dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

Affaires juridiques – Désignations d'avocats – Article 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale – Prise

l'acte.

LE CONSEIL,

Considérant que jusqu'il y a peu, les décisions du collège échevinal désignant les avocats chargés de défendre la commune de Forest en justice se référaient fréquemment à l'article 234 alinéa 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que cet article 234, alinéa 2 prévoit que : « *Le conseil communal peut déléguer le pouvoir [de choisir le mode de passation des marchés (...) de services et d'en fixer les conditions] au collège des bourgmestre et échevins, dans les limites des crédits inscrits au budget, pour les marchés publics relatifs à la gestion journalière de la commune* » ;

Vu la position prise par l'administration des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale le 18 décembre 2015 concernant la notion de « *gestion journalière* » en matière de marchés publics suite à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 230.716 du 1^{er} avril 2015 ;

Considérant que selon cette position , « *il y a (...) lieu de retenir de cette jurisprudence du Conseil d'Etat que pour les marchés dont la durée dépasse l'exercice budgétaire en cours, quel qu'en soit l'objet, le conseil communal ne peut pas déléguer ses compétences en matière de marchés publics* » ;

Considérant qu'en raison notamment de l'arriéré judiciaire important qui frappe la Belgique, c'est pour toute la durée de la procédure devant la juridiction saisie, quand bien même cette procédure devait excéder quatre ans, que le collège des Bourgmestre et Echevins désigne des avocats pour défendre les intérêts de la commune;

Considérant qu'au cours du mois de janvier 2016, les désignations d'avocats suivantes sont intervenues sur pied de l'article 234, alinéa 1, deuxième phrase de la Nouvelle Loi communale (urgence impérieuse résultant d'événements imprévisible) :

#007/28.01.2016/B/0025# intitulée : « *Affaires juridiques – Contentieux de la taxe sur les spectacles – Commune de Forest contre C-LIVE XIV - Réclamation n° 403 – Requête d'appel du 12 janvier 2016 déposée par le redevable (indicateur n° 428) – Exercice 2011 – Désignation d'avocat* »

#007/28.01.2016/B/0026# intitulée : « *Affaires juridiques – Contentieux de la taxe sur les spectacles – Commune de Forest contre C-LIVE XIV - Réclamation n° 366 – Requête d'appel du 12 janvier 2016 déposée par le redevable (indicateur n° 428) – Exercice 2010 – Désignation d'avocat* »

Considérant que selon l'article 234, alinéa 1, troisième phrase de la Nouvelle Loi communale, la décision du collège des bourgmestre et échevins prise sur pied de l'article 234 alinéa 1, deuxième phrase, est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa prochaine séance ;

DECIDE :

De prendre acte des décisions suivantes du collège échevinal prise sur pied de l'article 234, alinéa 1, deuxième phrase de la Nouvelle Loi communale :

#007/28.01.2016/B/0025# intitulée : « *Affaires juridiques – Contentieux de la taxe sur les spectacles – Commune de Forest contre C-LIVE XIV - Réclamation n° 403 – Requête d’appel du 12 janvier 2016 déposée par le redevable (indicateur n° 428) – Exercice 2011 – Désignation d’avocat* »

#007/28.01.2016/B/0026# intitulée : « *Affaires juridiques – Contentieux de la taxe sur les spectacles – Commune de Forest contre C-LIVE XIV - Réclamation n° 366 – Requête d’appel du 12 janvier 2016 déposée par le redevable (indicateur n° 428) – Exercice 2010 – Désignation d’avocat* ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Juridische zaken – Aanstellingen van advocaten - Artikel 234, 1ste lid van de Nieuwe Gemeentewet – Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat tot voor kort, de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen tot aanstelling van de advocaten belast met de verdediging van de gemeente Vorst in rechtszaken, dikwijls verwezen naar artikel 234, 2^{de} lid van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat dit artikel 234, 2^{de} lid voorziet dat : *”De gemeenteraad kan, binnen de perken van de op de begroting ingeschreven kredieten, de bevoegdheid [om de wijze waarop de opdrachten voor aanneming van (...) diensten worden gegund te kiezen en om de voorwaarden ervan vast te stellen] overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, voor de overheidsopdrachten die betrekking hebben op het dagelijks bestuur van de gemeente”*;

Gelet op het standpunt dat op 18 december 2015 door het bestuur van plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingenomen werd, aangaande het begrip van *“dagelijks bestuur”* inzake overheidsopdrachten naar aanleiding van het arrest van de Raad van State nr. 230.716 d.d. 1 april 2015;

Overwegende dat volgens dit standpunt: *“van deze rechtspraak van de Raad van State moeten we (...) onthouden dat de gemeenteraad voor de opdrachten waarvan de duur het lopende begrotingsjaar overschrijdt, ongeacht het voorwerp ervan, zijn de bevoegdheden inzake overheidsopdrachten niet mag delegeren”*;

Overwegende dat o.m. rekening houdend met de belangrijke gerechtelijke achterstand in België, het voor de volledige duur van de rechtspleging voor de bevoegde rechtbank is dat het college van burgemeester en schepenen advocaten aanstelt om de belangen van de gemeente te verdedigen, ook indien deze rechtspleging langer zou duren dan vier jaar;

Overwegende dat in de loop van de maand januari 2016, de volgende advocaten werden aangesteld krachtens artikel 234, 1ste lid, tweede zin van de Nieuwe Gemeentewet (dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit niet te voorziene omstandigheden):

#007/28.01.2016/B/0025# genaamd: « *Juridische zaken – Geschil van de belasting op vertoningen – Gemeente Vorst tegen C-LIVE XIV – Bezwaarschrift nr. 403 – Verzoekschrift tot hoger beroep d.d. 12*

*januari 2016 van de belastingplichtige (indicatienummer 428) – Dienst 2011 – Aanstelling van advocaat »
#007/28.01.2016/B/0026# genaamd : « Juridische zaken – Geschil van de belasting op vertoningen –
Gemeente Vorst tegen C-LIVE XIV – Bezwaarschrift nr. 366 – Verzoekschrift tot hoger beroep d.d. 12
januari 2016 van de belastingplichtige (indicatienummer 428) – Dienst 2010 – Aanstelling van advocaat »*

Overwegende dat volgens artikel 234, 1ste lid, derde zin, van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen op grond van artikel 234, 1ste lid, tweede zin, van de Nieuwe Gemeentewet meegedeeld wordt aan de gemeenteraad die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt;

BESLIST:

Akte te nemen van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen op grond van artikel 234, 1ste lid, tweede zin, van de Nieuwe Gemeentewet:

#007/28.01.2016/B/0025# genaamd: « *Juridische zaken – Geschil van de belasting op vertoningen – Gemeente Vorst tegen C-LIVE XIV – Bezwaarschrift nr. 403 – Verzoekschrift tot hoger beroep d.d. 12 januari 2016 van de belastingplichtige (indicatienummer 428) – Dienst 2011 – Aanstelling van advocaat »*

#007/28.01.2016/B/0026# genaamd: « *Juridische zaken – Geschil van de belasting op vertoningen – Gemeente Vorst tegen C-LIVE XIV – Bezwaarschrift nr. 366 – Verzoekschrift tot hoger beroep d.d. 12 januari 2016 van de belastingplichtige (indicatienummer 428) – Dienst 2010 – Aanstelling van advocaat ».*

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

9 Marchés publics – 2015-S-008 - Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal - Approbation d'avenant 1 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, §2, 1°, d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 207.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du conseil communal des Bourgmestre et Echevins du 16 juillet 2015 relative à l'attribution du marché «2015-S-008- Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal » à la société Romarco, Baaikenstraat, 17 à 9240 Zele , pour le montant d'offre contrôlé de 10.354,00 € hors TVA ou de 12.528,34 €, 21% TVA;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial de charges N°2015-S-008 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 22 décembre 2015 approuvant l'avenant 1 du marché « 2015-S-008- Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal»

Commandes supplémentaires	+	€ 1.875,00
Total HTVA	=	€ 1.875,00
TVA	+	€ 393,75
TOTAL	=	€ 2.268,75

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 18,11 % le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 12.229,00 € hors TVA ou 14.797,09 € 21% TVA comprise;

Considérant la motivation de cet avenant :

Lors de l'exécution du marché, des joints supplémentaires contenant de l'amiante ont été découverts et ont dû être traités ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 104/723-60/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2015;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 22 décembre 2015 ;

- d'approuver l'avenant 1 du marché «2015-S-008- Désamiantage de l'intérieur de l'Hôtel Communal» pour le montant total en plus de 1.875,00 € hors TVA ou 2.268,75 €, 21 % de TVA comprise ;
- d'inscrire la dépense à l'article 104/723-60/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2015 ;
- de financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2015-S-008 - Verwijderen van asbest uit de binnenkant van het Gemeentehuis - Goedkeuring van aanhangsel 1 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 26 §2, 1°, d (bedrag van de opdracht excl. BTW lager dan de drempel van 207.000,00 €) en artikel 26 §1, 2°, a;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 juli 2015 betreffende de gunning van de opdracht "2015-S-008 -Verwijderen van asbest uit de binnenkant van het Gemeentehuis" aan de firma Romarco, Baaikenstraat, 17 te 9240 Zele, voor het gecontroleerde offertebedrag van 10.354,00 € (excl. BTW) of 12.528,34 € (21% BTW inbegrepen);

Overwegende dat de uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden die werden vastgelegd in het bijzondere bestek met nr. 2015-S-008;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 december 2015 tot goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2015-S-008-Verwijderen van asbest uit de binnenkant van het Gemeentehuis":

Aanvullende opdrachten	+	€ 1.875,00
Totaal excl. BTW	=	€ 1.875,00
BTW	+	€ 393,75
TOTAAL	=	€ 2.268,75

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met meer dan 18,11 % overschrijdt, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op € 12.229,00 (excl. BTW) of € 14.797,09 (21% BTW inbegrepen);

Overwegende de motivering van dit aanhangsel:

Tijdens de uitvoering van de opdracht werden er bijkomende voegen ontdekt die asbest bevatten en deze zijn behandeld moeten worden;

Overwegende dat er voor dit aanhangsel geen verlenging van de termijn verleend wordt;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 104/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2015;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 december 2015:

- om aanhangsel 1 van de opdracht "2015-S-008-Verwijderen van asbest uit de binnenkant van het Gemeentehuis" voor het totale bijkomende bedrag van € 1.875,00 (excl. BTW) of € 2.268,75 (21 % BTW inbegrepen) goed te keuren;
- de uitgave in te schrijven op artikel 104/723-60/03 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2015;
- de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

10 **Marchés Publics – 2016-T-004 - Rénovation de sanitaires - Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210, Lot 2: Ecole du Vignoble, Avenue Monte-Carlo 91, Lot 3: Ecole 11B, Rue De Fierlant 35a - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est indispensable de renouveler les sanitaires dans différentes écoles forestoises, étant donné la vétusté de ceux-ci, à savoir :

- Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210,
- Ecole du Vignoble, Avenue Monte-Carlo 91,
- Ecole 11B, Rue De Fierlant 35a;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210,
- Lot 2: Ecole du Vignoble, Avenue Monte-Carlo 91,
- Lot 3: Ecole 11B, Rue De Fierlant 35a;

Vu le cahier spécial des charges N° 2016-T-004 relatif au marché “ Rénovation de sanitaires - Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210, Lot 2: Ecole du Vignoble, Avenue Monte-Carlo 91, Lot 3: Ecole 11B, Rue De Fierlant 35a” établi par le Service Travaux Publics ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 564.322,46 € hors TVA et révision des prix, soit à 658.000,00 €, 6% TVA et révision des prix comprises :

- Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers, 210: 263.000,00 € TTC,
- Ecole du Vignoble, Avenue Monte-Carlo, 91: 263.000,00 € TTC,
- Ecole 11B, Rue De Fierlant, 35 a : 132.000,00 € TTC;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles 7201/724-60/03 (Lot 1: Ecole 12 et Lot 2 : Ecole du Vignoble), 7202/724-60/03 (Lot 3: Ecole 11B) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016;

Considérant que le mode de financement prévu est un emprunt à charge de la commune;

DECIDE,

Art 1: D'approuver le cahier spécial des charges N° 2016-T-004 et le montant estimé du marché “ Rénovation de sanitaires - Lot 1: Ecole 12, Avenue des Sept Bonniers 210, Lot 2: Ecole du Vignoble, Avenue Monte-Carlo 91, Lot 3: Ecole 11B, Rue De Fierlant 35a ”, établis par le Service Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 564.322,46 € hors TVA et révision des prix, soit à 658.000,00 €, 6% TVA et révision des prix comprises;

Art 2 : De choisir procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché;

Art 3: De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national;

Art 4: D'inscrire la dépense aux articles 7201/724-60/03 (Lot 1: Ecole 12 et Lot 2 : Ecole du Vignoble), 7202/724-60/03 (Lot 3: Ecole 11B) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016;

Art 5: De financer la dépense par un emprunt à charge de la commune;

Art 6 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2016-T-004 - Renovatie van sanitaire voorzieningen - Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210, Perceel 2: Vignoble School, Monte-Carlolaan 91, Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35a - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de sanitaire voorzieningen in verschillende Vorstse scholen te hernieuwen, gezien de verouderde staat ervan, namelijk:

- School 12, Zevenbunderslaan 210,
- Vignoble School, Monte-Carlolaan 91,
- School 11B, de Fierlantstraat 35a;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in percelen:

- Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210,
- Perceel 2: Vignoble School, Monte-Carlolaan 91,
- Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35a;

Gelet op het bijzondere bestek met nr. 2016-T-004 met betrekking tot de opdracht “Renovatie van sanitaire voorzieningen - Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210, Perceel 2: Vignoble School, Monte-Carlolaan 91, Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35a ” opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat het totale bedrag van deze opdracht wordt geraamd op 564.322,46 € exclusief BTW en prijsherziening, of op 658.000,00 €, 6% btw en prijsherziening inbegrepen, namelijk:

- School 12, Zevenbunderslaan, 210: 263.000,00 € inclusief belastingen,
- Vignoble School, Monte-Carlolaan, 263.000,00 € inclusief belastingen,

- School 11B, de Fierlantstraat, 35a: 132.000,00 € inclusief belastingen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking ;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikelen 7201/724-60/03 (Perceel 1: School 12 en Perceel 2: Vignoble School), 7202/724-60/03 (Perceel 3: School 11B) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een lening ten laste van de gemeente is;

BESLIST:

Art 1: Goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek met nr. 2016-T-004 en de raming van de opdracht “Renovatie van sanitaire voorzieningen - Perceel 1: School 12, Zevenbunderslaan 210, Perceel 2: Vignoble School, Monte-Carlolaan 91, Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35a”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bijzondere bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 564.322,46 € exclusief BTW en prijsherziening, of 658.000,00 €, 6% btw en prijsherziening inbegrepen;

Art 2: Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Art 3: Het standaard publicatieformulier in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau;

Art 4 : De uitgave in te schrijven op artikelen 7201/724-60/03 (Perceel 1: School 12 en Perceel 2 : Vignoble School), 7202/724-60/03 (Perceel 3: School 11B) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016;

Art 5: De uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente;

Art 6: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16 annexes / 16 bijlagen

Projet avis de marché FR.pdf, 20160223_CSCH Sanitaires Fierlant_FR_def.pdf, Lot 1-PSS FR.pdf, Perceel 2-PSS NL.pdf, 20160223_lastenboek Sanitair Fierlant_NL_def.pdf, Lot 2-PSS FR.pdf, Perceel 1-PSS NL.pdf, 20151201_Fierlant ADJ_Façade.pdf, Lot 3-PSS FR.pdf, 2016_02_11_Bestek - Model 3P.pdf, Lot1- Descriptif technique NL.pdf, Perceel 3-PSS NL.pdf, 20151201_Fierlant ADJ_Plans.pdf, 2016_02_11_CSCH - Modele 3P.pdf, Lot1-Descriptif technique.pdf, Projet avis de marché NL.pdf

PRÉVENTION & COHÉSION SOCIALE - PREVENTIE & SOCIALE COHESIE

Cohésion sociale / PIC / PGV - Sociale cohesie / PIS / GSB / IFMB

11 Politique de la Ville - Convention 2016 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 à 132 de la nouvelle loi communale relatifs aux compétences du conseil communal et du collège des Bourgmestre et Echevins et de ses modifications ultérieures ;

Considérant la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale de valider les nouvelles orientations de la Politique de la Ville et d'approuver les budgets octroyés aux communes pour 2016 ;

Considérant qu'il a été décidé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale de travailler pour 2016 sur deux programmations à savoir le « phasing out » et le « phasing in » ;

Considérant que pour ce qui concerne la programmation de phasing out 2016-2018, le montant octroyé aux sept communes bénéficiaires sera dégressif d'année en année soit 70-50 et 30% du montant alloué en 2015 et que le montant de l'enveloppe octroyée à la commune de Forest se monte à deux-cent-trente-sept mille deux-cent quatre-vingt-deux euros(237.282€) pour l'exercice 2016 ;

Considérant que dans un souci d'équité le facteur dégressif a été appliqué linéairement aux différents projets soutenus en 2015 à l'exception du projet de réinsertion des ex détenus qui a été transféré sous le plan Régional de prévention et de sécurité ;

Considérant que la convention cadre 2016 entre la Région de Bruxelles capitale et la commune de Forest spécifie les dispositions générales qui s'appliquent à tous les promoteurs de projets ;

DECIDE,

D'approuver les termes de la convention « Politique de la Ville 2016 » entre la Région de Bruxelles Capitale et la commune de Forest ;

D'approuver la convention type entre la Commune et le promoteur de projet de la politique de la ville telle que présentée en annexe ;

De donner mandat au collège des bourgmestre et échevins de signer la convention cadre 2016 et les conventions particulières de partenariat conformes à la convention type avec les promoteurs de projets dans le cadre de la mise en œuvre du contrat 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Stedelijk beleid - Overeenkomst 2016 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 tot 132 van de nieuwe gemeentewet betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en van het college van burgemeester en schepenen en latere wijzigingen;

Overwegende de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de nieuwe oriëntaties van het Stedelijk Beleid te valideren en de budgetten toegekend aan de gemeenten voor 2016 goed te keuren;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist heeft om voor 2016 op twee programmeringen te werken namelijk de « phasing out » en de « phasing in »;

Overwegende dat voor wat betreft de programmering van phasing out 2016-2018 het bedrag toegekend aan de zeven begunstigde gemeenten van jaar tot jaar zal dalen namelijk 70-50 en 30% van het toegekende bedrag in 2015 en dat het bedrag van de enveloppe toegekend aan de gemeente Vorst neerkomt op tweehonderd zevenendertigduizend tweehonderd tweeëntachtig euro (237.282€) voor het dienstjaar 2016;

Overwegende dat om te zorgen voor gelijkheid, de degressieve factor lineair toegepast werd op de verschillende ondersteunde projecten in 2015 met uitzondering van het project van herinschakeling van ex-gevangenen dat overgedragen werd naar het Gewestelijk Preventie- en Veiligheidsplan;

Overwegende dat de kaderovereenkomst 2016 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst de algemene bepalingen verduidelijkt die van toepassing zijn op alle projectontwikkelaars;

BESLIST,

De termen van de overeenkomst « Stedelijk Beleid 2016 » tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De typeovereenkomst tussen de Gemeente en de projectontwikkelaar van het stedelijk beleid zoals voorgesteld in bijlage goed te keuren;

Het college van burgemeester en schepenen te machtigen om de kaderovereenkomst 2016 en de bijzondere partnerschapsovereenkomsten te ondertekenen conform de typeovereenkomst met de projectontwikkelaars in het kader van de uitvoering van het contract 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE.pdf, OVEREENKOMST STEDELIJKE BELEID 2016.pdf, PGV

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 12 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Abbaye – Opération 2.3 « étude mobilité centre civique » – Marché de services – Désignation d’une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité « d’auteur de projet », en vue de réaliser l’étude de gestion de la mobilité (accessibilité, sécurité routière, cadre de vie et stationnement) du centre civique de la commune de Forest – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Cahier Spécial des Charges – Consultation de bureaux d’étude – Application de l’article 234 al 3 NLC - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement l’article 234 al. 3 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 février 2016, sous réserve d'approbation du budget 2016 par le Conseil communal et la tutelle régionale :

« De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché, conformément à l’article 26, §1, 1°, a (montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) de la loi du 15 juin 2006 ;

D’approuver le Cahier Spécial des Charges CQDAbbaye_CSC_2016_01 rédigé par la cellule Revitalisation des quartiers et ayant pour objet : « Désignation d’une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité « d’auteur de projet », en vue de réaliser l’étude de gestion de la mobilité (accessibilité, sécurité routière, cadre de vie et stationnement) du centre civique de la commune de Forest » ;

D’approuver le rapport d’analyse des manifestations d’intérêt ;

De consulter les trois bureaux d’étude/équipes suivants :

- Equipe BRAT / BUUR, rue Van Elewyck n°21 à 1050 Bruxelles ;

- Equipe Artgineering bvba / Goudappel Coffeng, quai aux Pierres de Tailles n°37 à 1000 Bruxelles ;

- Equipe MSA / Aries Consultants / Citytools, place Flagey n°7 à 1050 Bruxelles.

D’approuver le montant total estimé pour cette mission (comprenant honoraires, révisions des prix et imprévus) à 59.125,00 euros hors TVA, soit 71.541,25 euros TVA comprise ;

De prévoir le financement de la dépense par un crédit inscrit à l’article 9306/731-60/80 « Travaux de voirie en cours d’exécution » du service extraordinaire du budget 2016 ;

De financer la dépense à hauteur de 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde étant à charge de la Commune ;

D'approuver l'indemnisation forfaitaire de 1.000,00 euros, s'agissant d'une indemnité le régime de la T.V.A. n'est pas d'application, de chaque soumissionnaire, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme et satisfaisante au regard des critères d'attribution ;

De prévoir le financement nécessaire à l'indemnisation par un crédit qui sera inscrit à l'article 9306/122-48/80 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2016 ;

De financer cette dépense à hauteur de 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale qui sera inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » du budget 2016, le solde étant à charge de la Commune ;

De soumettre la présente décision – pour information – au Conseil communal lors de sa prochaine séance. » ;

DECIDE: (sous réserve d'approbation du budget 2016 par le Conseil communal et la tutelle régionale)

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 février 2016 décidant d'approuver les conditions et le mode de passation du marché de services « Désignation d'une équipe pluridisciplinaire, agissant en qualité « d'auteur de projet », en vue de réaliser l'étude de gestion de la mobilité (accessibilité, sécurité routière, cadre de vie et stationnement) du centre civique de la commune de Forest » et de financer ces dépenses.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 2.3 'Mobiliteitsstudie Burgercentrum' – Opdracht voor diensten – Aanstelling van een multidisciplinair team dat handelt in de hoedanigheid van 'projectontwerper' met het oog op de uitvoering van de studie inzake mobiliteitsbeheer (toegankelijkheid, verkeersveiligheid, levenskwaliteit en parkeren) met betrekking tot het Burgercentrum van de gemeente Vorst – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Bijzonder Bestek – Raadpleging van studiebureaus – Toepassing van artikel 234, 3de lid NGW – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, 3de lid;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 februari 2016, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2016 door de Gemeenteraad en de gewestelijke

toezichthoudende overheid:

"Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht, conform artikel 26, §1, 1°, a van de wet van 15 juni 2006 (het bedrag van de opdracht excl. btw overschrijdt de drempel van € 85.000,00 niet);

Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek DWCAbdij_BB_2016_01, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, met als voorwerp: 'Aanstelling van een multidisciplinair team dat handelt in de hoedanigheid van 'projectontwerper' met het oog op het uitvoeren van een studie inzake mobiliteitsbeheer (toegankelijkheid, verkeersveiligheid, levenskwaliteit en parkeren) met betrekking tot het Burgercentrum van de gemeente Vorst';

Het analyseverslag van de blikken van belangstelling goed te keuren;

De volgende drie studiebureaus/teams te raadplegen:

- Team BRAT / BUUR, Van Elewyckstraat nr. 21 te 1050 Brussel;

- Team Artgineering bvba / Goudappel Coffeng, Arduinkaai nr. 37 te 1000 Brussel;

- Team MSA / Aries Consultants / Citytools, Flageyplein nr. 7 te 1050 Brussel.

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde totaalbedrag voor deze opdracht (met inbegrip van honoraria, prijsherzieningen en onvoorziene kosten) van 59 125,00 euro excl. btw, zijnde 71 541,25 euro btw inbegrepen;

De financiering van de uitgave te voorzien door een krediet ingeschreven op artikel 9306/731-60/80 'Wegenwerken in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

Deze uitgave voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds', waarbij het saldo ten laste is van de Gemeente;

Goedkeuring te verlenen aan de forfaitaire schadeloosstelling van 1.000,00 euro, een vergoeding waarop het btw-stelsel niet van toepassing is, van elke inschrijver voor zover deze een volledige, conforme en in het licht van de gunningscriteria toereikende offerte heeft ingediend;

De financiering die nodig is voor de vergoeding te voorzien door een krediet dat ingeschreven zal worden op artikel 9306/122-48/80 'Vergoeding voor andere prestaties' van de gewone dienst van de begroting 2016;

Deze uitgave voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die ingeschreven zal worden op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 'Overboeking op het gewone reservefonds' van de begroting 2016, waarbij het saldo ten laste is van de Gemeente;

Huidige beslissing - ter kennisneming - voor te leggen aan de Gemeenteraad tijdens zijn volgende zitting. ";

BESLIST: (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2016 door de Gemeenteraad en de gewestelijke toezichthoudende overheid)

In toepassing van artikel 234, 3de lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 februari 2016 om goedkeuring te verlenen aan de lastvoorwaarden en gunningswijze van de opdracht van diensten 'Aanstelling van een multidisciplinair team dat handelt in de hoedanigheid van 'projectontwerper' met het oog op de uitvoering van de studie inzake mobiliteitsbeheer (toegankelijkheid, verkeersveiligheid, levenskwaliteit en parkeren) met betrekking tot het Burgercentrum van de gemeente Vorst' en deze uitgaven te

financieren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Saïd Tahri entre en séance / treedt in zitting

13 Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Abbaye – Opération 4.10 « Création d'un équipement d'accueil pour la petite enfance rue des abbesses » – Marché de services – Désignation d'un bureau d'étude, agissant en qualité « d'auteur de projet », en vue de la réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance – Approbation des conditions et du mode de passation du marché – Avis de marché.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 octobre 2014 : « Art. 1 : D'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ; Art. 2 : De soumettre l'ensemble du dossier à l'approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour le 31 octobre au plus tard ; Art. 3 : De marquer son accord sur la participation financière de la Commune, participation s'élevant à 1.078.074,90 € en complément des subsides fédéraux et régionaux. »;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le projet de réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance, concerne l'opération 4.10 « Aménagement de l'actuelle Cure et de ses abords en structure d'accueil pour la petite enfance de 48 places » du programme quadriennal du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour la réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance ;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché et de sa nature, il est proposé de passer le marché par procédure négociée avec publicité, conformément à l'article 26, §2, 3° de la loi du 15 juin 2006 « la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre l'attribution du marché par procédure ouverte ou restreinte » ;

Considérant que la phase 2 de la présente procédure comprend entre autre l'élaboration d'une esquisse et que ces propositions nécessiteront des arbitrages qui ne pourront raisonnablement être faits sans dialogue avec le pouvoir adjudicateur ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur souhaite se réserver le droit d'initier ce dialogue en amont de l'attribution du marché et que seule la procédure négociée offre cette possibilité ;

Considérant que cette procédure est par ailleurs préconisée par la Commission européenne dès lors que les prestations mises en concurrence doivent intégrer des éléments non prévisibles, ici issus d'une prestation intellectuelle créatrice ;

Considérant que la phase 2 de la procédure (dépôt et défense orale des offres) seront encadrées par un Comité d'Avis qui apportera rigueur et professionnalisme, transparence et égalité au traitement des candidatures et des offres ;

Considérant que l'estimation du marché dépasse le seuil d'application de la publicité européenne et que l'Avis de Marché sera dès lors publié au bulletin des adjudications du Moniteur belge ainsi qu'au Journal officiel de l'Union Européenne ;

Considérant l'avis de marché établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers et joint au dossier ;

Considérant que le présent marché public comporte deux tranches :

Tranche ferme : réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance ;

Tranche conditionnelle : construction de logements ;

Considérant que les conditions pour lever la tranche conditionnelle (construction de logements) sont liées à l'évolution des opérations dans le cadre du CQDAbbaye et des disponibilités budgétaires ;

Considérant que pour respecter les délais impartis par le pouvoir subsidiant principal du CQDAbbaye (Région de Bruxelles-Capitale), la cellule de Revitalisation des Quartiers propose de publier l'Avis de Marché sans attendre la finalisation du Cahier Spécial des Charges afin de procéder rapidement à la première phase de la procédure à savoir la sélection des demandes de participation ;

Considérant que le Cahier Spécial des Charges relatif au présent marché est en cours de rédaction par la cellule de Revitalisation des Quartiers et qu'il fera l'objet d'une délibération lors d'une prochaine séance du Conseil communal ;

Considérant que le montant estimé pour le présent marché s'élève à 215.000,00 euros hors TVA, 260.150,00 euros 21% TVA comprise pour la tranche ferme (réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance) et à 45.000,00 euros hors TVA, 54.450,00 euros 21% TVA comprise pour la tranche conditionnelle (construction de logements) ;

Considérant qu'un montant de 16.125,00 euros hors TVA, soit 19.511,25 euros TVA comprise, équivalant à 7,5% de l'estimation du présent marché, est également prévu pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus pour la tranche ferme ;

Considérant qu'un montant de 3.375,00 euros hors TVA, soit 4.083,75 euros TVA comprise, équivalant à 7,5% de l'estimation du présent marché, est également prévu pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus pour la tranche conditionnelle ;

Considérant que le montant total estimé pour cette mission est, pour la tranche ferme, de 231.125,00 euros hors TVA (révisions des prix et imprévus compris), soit 279.661,25 euros TVA comprise ou de 279.500,00 euros hors TVA (révisions des prix et imprévus compris), soit 338.195 euros TVA comprise en cas d'activation de la tranche conditionnelle ;

Considérant que le montant nécessaire à la désignation de l'auteur de projet pour la tranche ferme sera inscrit à l'article 9306/723-60/80 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 ;

Considérant que cette dépense sera financée à hauteur de 95%, par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde étant à charge de la Commune ;

DECIDE :

De choisir la procédure négociée avec publicité comme mode de passation du marché et de soumettre l'avis de marché au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne ;

D'approuver l'avis de marché ayant pour objet : « Désignation d'un bureau d'étude, agissant en qualité « d'auteur de projet », en vue de la réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance. » ;

D'approuver que le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure et les conditions d'exécution du marché fasse l'objet d'une délibération lors d'un Conseil communal ultérieur ;

D'approuver le montant total estimé pour cette mission (comprenant honoraires, révisions des prix et imprévus) à :

- 231.125,00 euros hors TVA, soit 279.661,25 euros TVA comprise pour la tranche ferme « réalisation d'une structure d'accueil à la petite enfance » ;

- 48.375,00 euros hors TVA, soit 58.533,75 euros TVA comprise pour la tranche conditionnelle « construction de logements » ;

De prévoir le financement de la dépense pour la tranche ferme par un crédit inscrit à l'article 9306/723-60/80 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2016 ;

De financer la dépense à hauteur de 95% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/80 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires », le solde étant à charge de la Commune ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 4.10 “Oprichting van een kinderopvangvoorziening in de Abdissenstraat” – Opdracht voor diensten – Aanstelling van een studiebureau, handelend in de hoedanigheid van “projectontwerper”, met het oog op de verwezenlijking van een kinderopvangstructuur – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht – Opdrachtaankondiging.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Abdij;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 oktober 2014 om: "Art. 1 : Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij aan te nemen; Art. 2 : Het volledige dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tegen ten laatste 31 oktober; Art. 3 : Zijn toestemming te verlenen over de financiële deelname van de Gemeente, nl. een deelname voor een bedrag van € 1.078.074,90 in aanvulling op de federale en gewestelijke subsidies.";

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het project voor de verwezenlijking van een kinderopvangstructuur betrekking heeft op operatie 4.10 'Inrichting van de huidige pastorie en haar omgeving tot een structuur voor de opvang van kleine kinderen met 48 plaatsen' van het vierjarenprogramma van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werken voor de verwezenlijking van een kinderopvangstructuur;

Overwegende dat, gezien de raming van de opdracht en zijn aard, voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure met bekendmaking, conform artikel 26, §2, 3° van de wet van 15 juni 2006 "door de aard van de te verlenen diensten kunnen de specificaties van de opdracht niet voldoende nauwkeurig worden vastgesteld om de opdracht via open of beperkte procedure te kunnen gunnen";

Overwegende dat fase 2 van deze procedure o.m. de uitwerking van een schets omvat en dat deze voorstellen zullen nopen tot beslechtingen die slechts redelijkerwijs kunnen plaatsvinden mits dialoog met de aanbestedende overheid;

Overwegende dat de aanbestedende overheid zich het recht wenst voor te behouden deze dialoog vóór de gunning van de opdracht aan te gaan en dat slechts de onderhandelingsprocedure in deze mogelijkheid voorziet;

Overwegende dat de Europese Commissie aan deze procedure overigens de voorkeur geeft als de in mededinging gestelde dienstverlening niet te voorziene elementen moeten inhouden, die in dit geval voortkomen uit een creatieve intellectuele prestatie;

Overwegende dat fase 2 van de procedure (indiening en mondelinge verdediging van de offertes) zal plaatsvinden onder begeleiding van een Adviescomité dat zal zorgen voor nauwkeurigheid en professionalisme, transparantie en gelijkheid in behandeling van de kandidaatstellingen en offerten;

Overwegende dat de raming van de opdracht de toepassingsdrempel van de Europese bekendmaking overschrijdt en dat de Opdrachtaankondiging bijgevolg gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Overwegende de opdrachtaankondiging opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken en toegevoegd bij het dossier;

Overwegende dat deze overheidsopdracht uit twee schijven bestaat:

Vaste schijf: verwezenlijking van een kinderopvangstructuur;

Voorwaardelijke schijf: bouw van woningen;

Overwegende dat de voorwaarden voor het lichten van de voorwaardelijke schijf (bouw van woningen) verbonden zijn met de evolutie van de operaties in het kader van het DWCAbdij en de beschikbare budgettaire middelen;

Overwegende dat, om de termijnen toegekend door de voornaamste subsidiërende overheid van het DWCAbdij (Brussels Hoofdstedelijk Gewest) na te leven, de cel Heropleving van de Wijken voorstelt de Opdrachtaankondiging te publiceren zonder te wachten op de voltooiing van het Bijzondere Bestek om snel over te gaan tot de eerste fase van de procedure, namelijk de selectie van de deelnemingsaanvragen;

Overwegende dat het Bijzondere Bestek met betrekking tot de huidige opdracht momenteel opgemaakt wordt door de cel Heropleving van de Wijken en het voorwerp zal uitmaken van een beraadslaging tijdens een volgende zitting van de Gemeenteraad;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 215.000,00 euro excl. btw, 260.150,00 incl. 21% btw voor de vaste schijf (verwezenlijking van een kinderopvangstructuur) en 45.000,00 euro excl. btw, 54.450,00 euro incl. 21% btw voor de voorwaardelijke schijf (bouw van woningen);

Overwegende dat er tevens een bedrag van 16 125,00 euro excl. btw, of 19 511,25 euro btw inbegrepen, wat overeenkomt met 7,5% van de raming van de huidige opdracht, voorzien is om de prijsherzieningen en de eventuele onvoorziene kosten voor de vaste schijf op te vangen;

Overwegende dat er tevens een bedrag van 3.375,00 euro excl. btw, of 4.083,75 euro btw inbegrepen, wat overeenkomt met 7,5% van de raming van de huidige opdracht, voorzien is om de prijsherzieningen en de eventuele onvoorziene kosten voor de voorwaardelijke schijf op te vangen;

Overwegende dat het bedrag voor deze opdracht, voor de vaste schijf, geraamd wordt op 231.125,00 euro excl. btw (prijsherzieningen en onvoorziene kosten inbegrepen), d.w.z. 279.661,25 euro incl. btw of 279.500,00 euro excl. btw (prijsherzieningen en onvoorziene kosten inbegrepen), d.w.z. 338.195 euro incl. btw in het geval van activering van de voorwaardelijke schijf;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de aanstelling van de projectontwerper voor de vaste schijf ingeschreven zal worden op artikel 9306/723-60/80 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

Overwegende dat deze uitgave voor 95% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds' en dat het saldo daarbij ten laste is van de Gemeente;

BESLIST,

Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht en de opdrachtaankondiging voor te leggen in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch

Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Goedkeuring te verlenen aan de opdrachtaankondiging met als voorwerp: 'Aanstelling van een studiebureau, handelend in de hoedanigheid van 'projectontwerper', met het oog op de verwezenlijking van een kinderopvangstructuur. ';

Het feit goed te keuren dat het Bijzondere Bestek van toepassing op de voorwaarden van de tweede fase van de procedure en de uitvoeringsvoorwaarden van de opdracht het voorwerp zal uitmaken van een beraadslaging op de volgende Gemeenteraad;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde totaalbedrag voor deze opdracht (met inbegrip van honoraria, prijsherzieningen en onvoorziene kosten) ten belope van:

- 231.125,00 euro excl. btw, d.w.z. 279.661,25 incl. btw, voor de vaste schijf 'verwezenlijking van een kinderopvangstructuur';

- 48.375,00 euro excl. btw, d.w.z. 58.533,75 euro incl. btw, voor de voorwaardelijke schijf 'bouw van woningen';

De financiering van de uitgave voor de vaste schijf te voorzien door een krediet ingeschreven op artikel 9306/723-60/80 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2016;

Deze uitgave voor 95% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/80 'Overboeking op het buitengewone subsidiefonds', waarbij het saldo ten laste is van de Gemeente;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Monsieur Hacken veut savoir si toutes les activités qui se déroulent dans le bâtiment actuel pourront encore avoir lieu quand la cure aura déménagé.

Monsieur Spapens répond que la cure est un bâtiment communal. Il y a un réel besoin de crèches. Il y a une obligation légale de loger les curés. On logera les curés en collaboration avec eux, mais il est clair qu'on a besoin de crèches et qu'on dispose ici d'une opportunité en plein centre civique et que la création de crèches est prioritaire pour le collègue.

De heer Hacken wil weten of alle activiteiten die in het huidige gebouw doorgaan nog zullen

kunnen plaatsvinden na de verhuizing van de pastorie. De heer Spapens zegt dat de pastorie eigendom van de gemeente is. Er is een grote nood aan kinderdagverblijven. Er bestaat een wettelijke verplichting om de pastoors te huisvesten en dat zal in samenspraak met hen gebeuren. Maar het is duidelijk dat er een nood is aan kinderdagverblijven. We hebben de kans om dit in het burgercentrum te realiseren. Het College geeft voorrang aan het oprichten van kinderdagverblijven.

5 annexes / 5 bijlagen

Bijlage 02 - Verbintenisverklaringsformulier.pdf, 2016_02_24_AM_creche_NL.pdf, Annexe 02 - formulaire de déclaration d'engagement.pdf, AnnexeBijlage 01.pdf, 2016_02_24_AM_creche.pdf

14 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Abbaye - Opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » - Enveloppe de quartier 2016 – Journal de quartier – Approbation du renouvellement du projet « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant ».**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 décembre 2014 octroyant un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Abbaye ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Considérant la mise en œuvre de l'opération 6.3 « Coordination des actions socio-économiques du Contrat de quartier durable Abbaye et de l'Antenne de quartier » du Contrat de Quartier Abbaye ;

Considérant que l'Enveloppe de quartier est une subvention directe de la Commune à une association et/ou association de fait ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 Juin 2015 :

« D'approuver la décision du jury de sélection pour l'appel à projet « Création d'un journal de quartier » ;

D'octroyer un subside de 5.000,00 € pour couvrir les dépenses relatives au projet « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » ;

De désigner l'Association de fait représentée par trois habitants du quartier, soit Mme Jocelyne BURNOTTE, M. Guido DE BIE, et Melle Coralie MASSON comme porteur de projet avec « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » ;

D'inscrire la dépense de 5.000,00 € à l'article budgétaire 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2015 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires ». »

Considérant que le projet s'est déroulé entre le 1er octobre 2015 et le 28 février 2016 ;

Considérant qu'au vu du succès du projet « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » il a été proposé de soumettre sa prolongation par un vote et une discussion en Assemblée de sélection des projets composée d'habitants du quartier le samedi 20/02/2016 ;

Considérant la décision de l'Assemblée de sélection des projets de renouveler la convention de subventionnement pour une durée d'un an en 2016 ;

Considérant qu'il a été décidé lors de l'Assemblée de sélection des projets qu'Ilaria SIMONETTA remplacerait Coralie MASSON au sein de l'Association de fait pour la gestion du projet « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » ;

Considérant qu'il a également été suggéré d'attribuer un subside de 5.000 euros TVAC pour la publication de 4 numéros ;

Vu la nouvelle convention de subventionnement proposée en annexe pour la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 ;

Considérant qu'il est suggéré de donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer la nouvelle convention de subventionnement ;

Considérant que le crédit permettant le paiement des 5.000,00 € TVAC, est inscrit à l'article budgétaire 9306/332-02/80 « Subsidés aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2016 sous réserve d'approbation du budget 2016 par le conseil communal et la tutelle régionale ;

Considérant que cette dépense sera financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires » ;

DECIDE, (Sous réserve d'approbation du budget 2016 par le conseil communal et la tutelle régionale)

D'approuver la décision de l'Assemblée de sélection des projets du 20/02/2016 composée d'habitants de renouveler le projet « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » ;

D'approuver la nouvelle convention de subventionnement pour le projet 2016 « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » ;

De donner pouvoir au Collège des bourgmestre et échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communal, pour signer la nouvelle convention de subventionnement avec l'association de fait en question ;

D'octroyer un subside de 5.000,00 € TVAC pour couvrir les dépenses relatives au projet « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » sur la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 ;

De désigner l'Association de fait représentée par trois habitants du quartier, soit Mme Jocelyne BURNOTTE, M. Guido DE BIE, et Mme Ilaria SIMONETTA comme porteur de projet avec « Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij : Wijkkrant » ;

D'inscrire la dépense de 5.000,00 € TVAC comprise à l'article budgétaire 9306/332-02/80 « Subsidies aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2016 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9306/994-01/80 « Prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Abdij - Operatie 6.3 'Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzame Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne' - Wijkenveloppe - Projectoproep 2016 - Wijkkrant – Goedkeuring van de verlenging van het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant'.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 tot toekenning van een subsidie van € 10.900.000,00 voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Abdij;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de uitvoering van operatie 6.3 'Coördinatie van de socio-economische acties van het Duurzame Wijkcontract Abdij en van de Wijkantenne' van het Wijkcontract Abdij;

Overwegende dat de wijkenveloppe een rechtstreekse subsidie is van de Gemeente aan een vereniging en/of feitelijke vereniging;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2015 om:

"De beslissing van de selectiejury inzake de projectoproep 'Oprichting van een wijkkrant' goed te keuren";

Een subsidie van € 5.000,00 toe te kennen om de kosten met betrekking tot het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant' op te vangen;

De Feitelijke Vereniging die vertegenwoordigd wordt door drie bewoners van de wijk, nl. mevr. Jocelyne BURNOTTE, dhr. Guido DE BIE en mej. Coralie MASSON, aan te stellen als drager van het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant';

De uitgave van € 5.000,00 in te schrijven op begrotingsartikel 9306/332-02/80 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2015;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 'Overboekingen op het gewone reservefonds'. ";

Overwegende dat het project werd uitgevoerd van 1 oktober 2015 t.e.m. 28 februari 2016;

Overwegende dat, gezien het succes van het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant", voorgesteld werd zijn verlenging op zaterdag 20/02/2016 ter stemming en discussie voor te leggen tijdens de Selectievergadering voor de projecten, samengesteld uit bewoners van de wijk;

Gelet op de beslissing van de Selectievergadering voor de projecten om de subsidieovereenkomst voor de periode van één jaar in 2016 te verlengen;

Overwegende dat tijdens de Selectievergadering voor de projecten beslist werd dat Coralie MASSON zou vervangen worden door Ilaria SIMONETTA in de Feitelijke Vereniging voor het beheer van het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant';

Overwegende dat tevens werd gesuggereerd een subsidie van 5.000 euro incl. btw toe te kennen voor de publicatie van 4 nummers;

Gelet op de nieuwe subsidieovereenkomst, voorgesteld in bijlage, voor de periode van 1 april 2016 t.e.m. 28 februari 2017;

Overwegende de suggestie om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de nieuwe subsidiëringsovereenkomst te ondertekenen;

Overwegende dat het krediet voor de betaling van deze € 5.000,00 incl. btw ingeschreven is op begrotingsartikel 9306/332-02/80 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2016, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2016 door de Gemeenteraad en de gewestelijke toezichthoudende overheid ;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 'Overboeking op het gewone reservefonds';

BESLIST, (Onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2016 door de Gemeenteraad en de gewestelijke toezichthoudende overheid)

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de Selectievergadering voor de projecten van 20/02/2016, samengesteld uit bewoners, om het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier

/ Leven rondom de Abdij: Wijkkrant' te verlengen;

De nieuwe subsidieovereenkomst voor het project voor 2016 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant' goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de nieuwe subsidiëringsovereenkomst met de feitelijke vereniging in kwestie te ondertekenen;

Een subsidie van € 5.000,00 incl. btw toe te kennen om de kosten met betrekking tot het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant' op te vangen voor de periode van 1 april 2016 t.e.m. 28 februari 2017;

De Feitelijke Vereniging die vertegenwoordigd wordt door drie bewoners van de wijk, nl. mevr. Jocelyne BURNOTTE, dhr. Guido DE BIE en mevr. Ilaria SIMONETTA, aan te stellen als drager van het project 'Vivre autour de L'abbaye : Journal de quartier / Leven rondom de Abdij: Wijkkrant';

De uitgave van € 5.000,00 incl. btw in te schrijven op begrotingsartikel 9306/332-02/80 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2016;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/994-01/80 'Overboekingen op het gewone reservefonds'.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Monsieur Rongé veut savoir comment et où ce journal de quartier est distribué.

Monsieur Spapens répond que ce journal est fait par les habitants du quartier sans l'intervention de la commune, qu'il est parfaitement bilingue et qu'il est distribué via les commerces qui ont envie de le distribuer et qu'il est présent dans toutes les associations du quartier.

De heer Rongé wil weten op welke manier en waar deze wijkkrant wordt verdeeld.

De heer Spapens antwoordt dat deze krant door de inwoners wordt gemaakt, zonder tussenkomst van de Gemeente. Het is een volledig tweetalige krant, die door de handelaars die het wensen wordt verspreid en ook beschikbaar is bij alle verenigingen in de wijk.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention journal de quartier 2016_NL.docx, Convention journal de quartier 2016.docx

FINANCES - FINANCIËN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

15 Tutelle CPAS - Budget 2016.

LE CONSEIL,

Vu l'article 111 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale;

Vu la décision du Conseil du Centre Public de l'Action Sociale du 3 mars 2016 adoptant le budget 2016 en annexe;

DECIDE:

D'approuver le budget 2016 du C.P.A.S. de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 22 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Catherine van Zeeland, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquié lion, Laurent Hacken.

Toezicht OCMW - Begroting 2016.

DE RAAD,

Gelet op artikel 111 van de wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Gelet op de beslissing van de Raad van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van 3 maart 2016 om de bijgevoegde begroting 2016 van het O.C.M.W. goed te keuren;

BESLIST:

De begroting 2016 van het O.C.M.W. van Vorst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 22 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Michel Borcy, Monique Langbord, Hassane Mokhtari, Camille Ronge, Catherine van Zeeland, Mostafa Bentaha, Christiane Defays, Axel Criquié lion, Laurent Hacken.

Monsieur Roberti prend la parole : Un des enjeux de l'année 2016 est la création de 67 places pour accueillir des demandeurs d'asile. Ça prend beaucoup de temps au personnel du CPAS mais ceci est aussi vrai pour un tas d'autres missions. Il remercie l'ensemble du personnel du CPAS qui a envie de poursuivre le travail mais qui travaille souvent dans du contexte qui n'est pas facile. Le public de la maison de repos a changé : les habitants sont de moins en moins valides, ce qui nécessite un changement de culture de travail. 32 % du budget est consacré au personnel, 5 % au fonctionnement et 61 % à la redistribution. Les recettes : 6 % proviennent des recettes de prestation, 60 % sont des recettes de transfert (en dehors de la dotation communale) et la dotation communale est de 33 %. En Région bruxelloise il y a 4,9 % des personnes qui bénéficient d'un revenu d'intégration sociale ou d'un équivalent. A Forest, on est à 5,3 %, ce qui est très proche de la moyenne régionale.

Monsieur Criquelion constate que l'augmentation la plus importante par rapport au compte 2014 est le budget consacré au personnel. On constate qu'un travail a été fait pour limiter les dépenses de fonctionnement. La dotation communale augmente de 15 % par rapport au compte 2014. Elle est plus que doublée par rapport à 2007. Il veut avoir plus d'explications quant à l'augmentation de la charge des intérêts, ce qui lui semble étrange alors que les intérêts des emprunts continuent à diminuer. Il veut aussi savoir ce qui a été mis en place pour éviter des doubles ou triples paiements de loyers, information qui lui revient par les conseillers du CPAS.

Monsieur Chapelle veut connaître la politique menée par le CPAS en matière des articles 60. En moyenne 8 % des usagers des CPAS de la Région bruxelloise bénéficient d'un contrat article 60, l'objectif étant d'arriver à 10 % en 2019 et à 8% pour chaque CPAS. Où se situe le CPAS de Forest par rapport à ces objectifs et qu'est-ce qu'il compte mettre en œuvre ?

Monsieur Hacken dit qu'il est évident que les budgets des CPAS ne savent pas diminuer, mais il est d'avis que, vu la situation financière de la commune, le CPAS aurait dû faire un effort pour limiter la dotation communale. C'est la raison pour laquelle le groupe cdH votera contre le budget 2016 du CPAS.

Monsieur Roberti répond que des doubles paiements sont des erreurs qui peuvent arriver. Cela se passe dans tous les CPAS, ce sont des erreurs administratives, la situation est aujourd'hui sous contrôle.

Il y a une réelle volonté d'augmenter le nombre d'articles 60 ; le CPAS de Forest avait un nombre très élevé d'articles 60, mais à cause de la mesure de mise sous tutelle, on a dû limiter cela. On est aujourd'hui aux alentours des 6 %. La question est financière mais il y a aussi une volonté avec les autres CPAS de tendre vers une certaine uniformité. Ni le CPAS, ni la commune n'a attendu pour rationaliser le travail. C'est un travail quotidien de réfléchir comment faire face aux nouvelles missions qui nous sont confiées, comment organiser le travail pour être plus efficient. La charge de

travail des agents du CPAS a fortement augmenté, personne ne se tourne les pouces. Il n'y a pas énormément de marge au niveau des dépenses de personnel et au niveau des dépenses de redistribution. Au niveau du Val de Roses, il faut tenir compte du degré d'invalidité des habitants. Nous sommes à 150 à 170 % au-dessus des normes, mais dans le passé, on a été jusque 200 % au-dessus des normes. On est très attentif au taux d'occupation. Effectivement, la dette est importante, mais des choix stratégiques du passé sont à la base de ça. Il y eu des choix stratégiques peu opportuns dont il se distancie sans aucun problème.

De heer Roberti neemt het woord: Een belangrijke doelstelling voor het jaar 2016 is het creëren van 67 plaatsen om asielaanvragers op te vangen. Dit neemt veel tijd in beslag van de werknemers van het OCMW maar dat is ook het geval voor een hele reeks andere taken. Hij dankt alle personeelsleden van het OCMW die het werk willen voortzetten maar dit dikwijls in een moeilijke context moeten doen. Het publiek van het rusthuis is geëvolueerd: de inwoners zijn steeds minder valide en dit noopt tot een verandering van de werkmethode. 32 % van de begroting is bestemd voor de verloning van het personeel, 5 % zijn werkingsuitgaven en 61 % zijn herverdelingsuitgaven. Wat de inkomsten betreft, zijn 6 % prestatie inkomsten, 60 % transferinkomsten (buiten de gemeentelijke dotatie) en de gemeentelijke dotatie bedraagt 33 %. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ontvangt 4,9 % van de bevolking een leefloon of gelijkwaardig. In Vorst bedraagt dit percentage 5,3 %. Dit percentage wijkt niet veel af van het Gewestelijk gemiddelde.

De heer Criquelion stelt vast dat de belangrijkste verhoging ten opzicht van de rekening 2014 de verhoging van de personeelskosten is. Men stelt vast dat er een inspanning werd geleverd om de werkingsuitgaven te drukken. De gemeentelijke dotatie stijgt met 15 % ten opzichte van de rekening 2014 en is verdubbeld ten opzichte van 2007. Hij wenst ook meer uitleg in verband met de verhoging van de interesten op de leningen want dit lijkt eigenaardig aangezien de intrestvoeten blijven dalen. Hij wil ook weten wat er gedaan werd om de dubbele of driedubbele betalingen van huurgelden te vermijden, deze informatie kwam hem ter ore via de OCMW-raadsleden.

De heer Chapelle wil de door het OCMW gevoerde politiek in verband met de 'artikels 60' kennen. Gemiddeld 8 % van de personen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het OCMW afhangen, zijn tewerkgesteld met een artikel 60-arbeidscontract. Het is de bedoeling dit percentage op te trekken tot 10 % in 2019 en 8 % voor elk OCMW. Hoe plaatst het OCMW van Vorst zich ten opzichte van deze doelstellingen en wat is men van plan te ondernemen?

De heer Hacken zegt dat het evident is dat de begrotingen van de OCMW's niet kunnen verminderen, maar is van mening dat, gezien de financiële situatie van de gemeente, het OCMW een inspanning zou moeten hebben geleverd om de gemeentelijke dotatie te beperken. Dit is de reden waarom de cdH-groep tegen de begroting 2016 van het OCMW zal stemmen.

De heer Roberti antwoordt dat dubbele betalingen vergissingen zijn die kunnen gebeuren. Het zijn administratieve vergissingen, die in alle OCMW 's plaatsvinden. De situatie is vandaag onder controle. Er bestaat een echte wil om het aantal 'artikels 60' te verhogen; het OCMW van Vorst had een hoog aantal artikel 60ers, maar aangezien het onder toezicht staat, hebben we dit aantal moeten beperken. Vandaag bedraagt het percentage ongeveer 6%. Het probleem is financieel, maar er is een echte wil om samen met de andere OCMW's een zekere uniformiteit te bereiken. Noch het OCMW, noch de Gemeente heeft gewacht om het werk te rationaliseren. Men denkt alle dagen na over de manier waarop men het werk kan organiseren om efficiënter te zijn. De werklust van het OCMW is fel verhoogd; niemand draait er met de vingers. Er zijn niet veel marges op het vlak van de personeelsuitgaven en op het vlak van de herverdelingsuitgaven. In het geval van het rusthuis 'Val des Roses' moet men rekening houden met de invaliditeitsgraad van de bewoners. We zitten 150 à 170 % boven de vastgestelde normen, maar in het verleden was dat soms 200%. We hebben veel aandacht voor de bezettingsgraad. Het klopt dat de schuldenlast hoog is, maar strategische beslissingen van het verleden liggen aan de basis hiervan. Er werden ongelukkige beslissingen genomen en hij distantieert zich daar volledig van.

7 annexes / 7 bijlagen

Tableau détaillé de l'ensemble des emprunts contractés.xlsx, CAS du 03-03-2016(PT11) - Note de Politique Générale 2016 - FR.docx, budget 2016_version 3 mars 2016.pdf, budget 2016 CPAS délibéré CAS.pdf, plan triennal 2016-2018 délibéré CAS.pdf, Note de Politique Générale 2016 - NL.doc, Tableau détaillé des investissements et de leur mode de financement.xlsx

ORGANISATION - ORGANISATIE

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige aangelegenheden

16 Affaires néerlandophones - Brede School Vorst - Approbation convention Brede School Brussel 2015-2020.

LE CONSEIL,

Vu les demandes de subsides "Brede School Brussel" introduites par le service des Affaires néerlandophones pour les années scolaires 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ;

Considérant que les subsides ont effectivement été octroyés pour les années scolaires 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ;

Considérant que ces demandes de subsides ont été évaluées chaque année mais que la Commission communautaire flamande a décidé d'octroyer les nouvelles demandes de subside pour un délai de 5 ans ;

Considérant qu'il convient à cet effet de conclure une convention entre la Commission communautaire flamande et la commune de Forest qui définit les missions et les objectifs, les responsabilités, les modalités de subsides et la façon dont s'exerce la justification et le contrôle ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE,

D'approuver la convention "Brede School Brussel 2015-2020" jointe au dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Nederlandstalige aangelegenheden - Brede School Vorst - Goedkeuring convenant Brede School Brussel 2015-2020.

DE RAAD,

Gelet op de subsidieaanvragen "Brede School Brussel" die de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden heeft ingediend voor de schooljaren 2012-2013, 2013-2014 en 2014-2015;

Overwegende dat de subsidies ook effectief werden toegekend voor de schooljaren 2012-2013, 2013-2014 en 2014-2015;

Overwegende dat deze subsidieaanvragen jaarlijks geëvalueerd werden maar dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie beslist heeft de nieuwe subsidieaanvragen voor een termijn van 5 jaar toe te kennen;

Overwegende dat hiervoor een convenant dient afgesloten te worden tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeente Vorst waarin de opdrachten en doelstellingen, de verantwoordelijkheden, de subsidiemodaliteiten en de wijze van verantwoording en toezicht vastgelegd worden;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

De convenant bij het dossier, "Brede School Brussel 2015-2020", goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convenant BS Vorst 15-20.pdf

17 **Affaires néerlandophones - Instruction publique - Personnel enseignant subventionné de l'enseignement fondamental communal néerlandophone « De Puzzel » - « De Wereldbrug » - Déclaration de places vacantes pour une nomination à titre définitif dans une fonction de recrutement à partir du 1er juillet ou au 1er octobre 2016.**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions légales et plus particulièrement le décret du 27 mars 1991, section 3 – art 33;

Vu l'ensemble des horaires de classes;

Vu la situation du personnel enseignant subventionné en date du 30 mars 2016;

Considérant que, si en date du 1er juillet 2016 (resp. 30 juin 2016) ou au 1er octobre 2016 (resp. 30 septembre 2016), ces horaires de classes sont toujours vacantes, il est possible d'être nommé à titre définitif pour ces horaires de classes;

DECIDE :

Article 1:

De prendre acte de la déclaration de places vacantes pour une nomination à titre définitif dans une fonction de recrutement à partir du 1er avril 2016 à charge de la Communauté Flamande pour les fonctions suivantes :

à l'école communale "De Wereldbrug" :

Enseignant maternelle	pour 22 lt par semaine (vt = 24 lt);
Enseignant primaire	pour 18 lt par semaine (vt = 24 lt);
Professeur religion islamique	pour 02 lt par semaine (vt = 24 lt);
Professeur morale	pour 06 lt par semaine (vt = 24 lt) ;

(lt = horaire de classe – ku = horaire d'horloge – vt = temps plein)

à l'école communale "De Puzzel" :

Enseignant maternelle	pour 48 lt par semaine (vt = 24 lt);
Enseignant primaire	pour 88 lt par semaine (vt = 24 lt);
Professeur de gym maternelle	pour 12 lt par semaine (vt = 24 lt) ;
Professeur de gym primaire	pour 12 lt par semaine (vt = 24 lt) ;
Professeur religion protestante	pour 08 lt par semaine (vt = 24 lt);
Professeur religion islamique	pour 08 lt par semaine (vt = 24 lt);
Professeur de morale	pour 06 lt par semaine (vt = 24 lt);
Coordination de santé	pour 14 ku par semaine (vt = 36 ku);
Assistant de direction ICT	pour 04 ku par semaine (vt = 36 ku);

Puéricultrice

pour 09 ku par semaine (vt =36 ku);

Assitant de direction ICT

pour 02 ku par semaine (vt= 36 ku);

(lt = horaire de classe – ku = horaire d’horloge – vt = temps plein)

Article 2:

La publication est à charge de la communauté scolaire “Spectrum” et doit être faite avant le **15 mars 2016**. Le personnel enseignant subventionné de l’enseignement primaire qui souhaiteraient postuler pour une nomination à titre définitif dans une des fonctions vacantes doivent envoyer leur candidature par lettre recommandée au Collège des Bourgmestre et Echevins, rue du Curé 2, 1190 Bruxelles et ce **avant le 15 mai 2016** via le formulaire établi par Spectrum.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Nederlandstalige aangelegenheden - Openbaar Onderwijs - Gesubsidieerd onderwijzend personeel van het Nederlandstalig gemeentelijk basisonderwijs – GBS De Wereldbrug – GBS De Puzzel - Vacant verklaring en kennisgeving voor vaste benoeming in wervingsambt met ingang van 1 juli of 1 oktober 2016.

DE RAAD,

Gelet op de wettelijke bepalingen en meer bepaald het decreet van 27 maart 1991, afd.3 – art. 33;

Gelet op het lestijdenpakket;

Gelet op de toestand van het gesubsidieerde personeel op 30 maart 2016;

Overwegende dat, indien op 1 juli 2016 (resp. 30 juni 2016) of op 01 oktober 2016 (resp. 30 september 2016) deze lestijden/uren nog organiek vacant zijn, er vanaf die datum vaste benoemingen kunnen gebeuren voor die lestijden/uren;

BESLIST :

Artikel 1:

Er akte van te nemen dat met ingang van 1 april 2016 de lestijden ten laste van de Vlaamse Gemeenschap voor de volgende vakken vacant worden verklaard voor vaste benoeming in wervingsambt :

in de Gemeentelijke Basisschool de Wereldbrug :

Kleuteronderwijzer

voor 22 lt per week (vt= 24 lt);

Lager onderwijzer

voor 18 lt per week (vt= 24 lt);

Bijzondere leermeester Islamitische godsdienst

voor 02 lt per week (vt= 24 lt);

Bijzondere leermeester niet-confessionele zedenleer

voor 06 lt per week (vt= 24 lt);

Beleidsmedewerker ICT

voor 04 ku per week(vt= 36 ku);

(lt = lestijden – ku = klokuren – vt = voltijds)

in de Nederlandstalige Gemeenteschool de Puzzel :

Kleuteronderwijzer

voor 48 lt per week (vt= 24 lt);

Onderwijzer lagere school

voor 88 lt per week (vt= 24lt);

Lichamelijke opvoeding kleuter

voor 12 lt per week (vt= 24 lt);

Lichamelijke opvoeding lager

voor 12 lt per week (vt= 24lt);

Bijzondere leermeester Protestantse godsdienst

voor 08 lt per week (vt= 24 lt);

Bijzondere leermeester Islamitische godsdienst

voor 08 lt per week (vt= 24 lt);

Bijzondere leermeester niet-confessionele zedenleer

voor 06 lt per week (vt= 24 lt);

Zorgcoördinator

voor 14 ku per week (vt= 36 ku);

Beleidsmedewerker ICT

voor 04 ku per week (vt= 36 ku);

Kinderverzorger

voor 09 ku per week (vt= 32 ku);

Administratief medewerker

voor 02 ku per week (vt= 36 ku)

(lt = lestijden – ku = klokuren – vt = voltijds)

Artikel 2:

De bekendmaking van de vacante uren aan de personeelsleden dient te gebeuren via de scholengemeenschap Spectrum en dit **voor 15 maart 2016**.

Het gesubsidieerde personeel van het basisonderwijs dat in aanmerking wenst te komen voor benoeming in één van de vakken die vacant zijn, dient **vóór 15 mei 2016** een aangetekende brief te richten aan het college van burgemeester en schepenen, Pastoorstraat 2, 1190 Brussel. Hiervoor dienen zij het formulier van Spectrum te gebruiken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

FINANCES - FINANCIËN

Centrale d'achat / Economat - Centraal Aankoop / Economaat

- 18 **Service Central d'Achats – Projet de mise en concession d'un nouveau marché d'alimentation, de fleurs et d'artisanat le mardi après-midi – Adoption des conditions d'exploitation du marché.**
(Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Considérant l'accord de principe du Collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 22 février 2016 pour lancer un nouveau marché d'alimentation, de fleurs et d'artisanat tous les mardis après-midi

sur le parvis et la place Saint-Denis ;

Vu sa décision du 23 octobre 2012 de donner en concession les marchés, foires et brocantes sur le territoire communal, concession prenant fin le 28 février 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu d'établir une nouvelle concession pour ce nouveau marché jusqu'au 28 février 2019, afin de l'inclure ensuite dans la mise en concession globale ;

Considérant que cette concession devrait être précédée d'une période probatoire, à partir du mois d'avril jusqu'au 30 septembre 2016 ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Échevins se réserverait le droit de ne pas donner suite à la mise en concession ou à une partie de celle-ci après la période probatoire (exemples : peu de participation en rapport avec l'étendue de la concession, problèmes importants rencontrés pendant la période probatoire, etc...) ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses arrêtés d'exécution;

Vu l'article 234 de la N.L.C.;

DECIDE:

1°) de fixer une période probatoire à partir d'avril 2016 jusqu'au 30 septembre 2016 pour la mise en place d'un marché d'alimentation, de fleurs et d'artisanat sur la place et le parvis Saint-Denis tous les mardis de 14hrs30 à 19hrs ;

2°) A la fin de la période probatoire, soit :

- d'établir une convention de concession de marché pour une durée de 2 ans et cinq mois à partir du 1^{er} octobre 2016 et se terminant de plein droit le 28 février 2019,
- de ne pas prolonger la période probatoire et de renoncer à établir l'entièreté ou une partie de la convention pour ce marché ;

3°) d'adopter les conditions d'exploitation du marché jointes à la présente délibération;

4°) de consulter trois firmes minimum;

5°) d'inscrire les recettes des redevances à l'article 040/366-01/83 du service ordinaire du budget 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 31 votes positifs.

Centrale Aankoopdienst - Project om een nieuwe voedings-, bloemen- en ambachtenmarkt op

dinsdagnamiddag in concessie te geven - Goedkeuring van de exploitatievoorwaarden van de markt. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Overwegende het principeakkoord van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 februari 2016 om een nieuwe voedings-, bloemen- en ambachtenmarkt op te starten die elke dinsdagnamiddag op het Sint-Denijsvoorplein en het Sint-Denijsplein zou plaatsvinden;

Gelet op zijn beslissing van 23 oktober 2016 om de markten, beurzen en rommelmarkten op het gemeentelijke grondgebied in concessie te geven, een concessie die eindigt op 28 februari 2019;

Overwegende dat het noodzakelijk is voor deze nieuwe markt een nieuwe concessie tot en met 28 februari 2019 vast te stellen, teneinde deze in de globale concessie op te nemen;

Overwegende dat deze concessie door een proefperiode van april 2016 tot en met 30 september 2016 voorafgegaan zou moeten worden;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht voorbehoudt om na de proefperiode geen gevolg te geven aan de concessie of aan een deel ervan (bijvoorbeeld: weinig deelneming in vergelijking met de oppervlakte van de concessie, aanzienlijke problemen ondervonden gedurende de proefperiode, enz.);

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

1°) Een proefperiode van april 2016 tot en met 30 september 2016 vast te stellen voor het opstarten van een voedings-, bloemen- en ambachtenmarkt op het Sint-Denijsvoorplein en het Sint-Denijsplein, elke dinsdag van 14u30 tot 19u00;

2°) Aan het einde van de proefperiode:

- Ofwel een overeenkomst van concessie op te stellen voor een duur van twee jaar en vijf maanden vanaf 1 oktober 2016 en van rechtswege eindigend op 28 februari 2019;
- Ofwel de proefperiode niet te verlengen en af te zien van het opstellen van het geheel of een gedeelte van de overeenkomst voor deze markt;

3°) de bij huidige beraadslaging gevoegde exploitatievoorwaarden voor de markt aan te nemen;

4°) minstens drie firma's te raadplegen;

5°) de inkomsten van de vergoedingen in te schrijven op artikel 040/366-01/83 van de gewone dienst van de begroting 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

marché mardi st denis.pdf, marché mardi ndl st denis.pdf

Levée de la séance à 20:25
Opheffing van de zitting om 20:25

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

Le Bourgmestre – Président,
De Burgemeester – Voorzitter,
Marc-Jean GHYSSELS